



MIFARR

**Mémoire de Master**  
**Ingénierie de la formation agricole et rurale**

**2023-2024**

**SUJET DU MEMOIRE**

**Insertion professionnelle des jeunes en milieu rural :  
enjeux et perspectives (cas de la région du Poro au Nord  
de la Côte D'ivoire)**

**PRESENTE PAR** : SORO Gnimey Cintia Louissette

**Devant le Jury composé de :**

Président : Mamadou SAMB

Examineur : Méhin SILUE

Examineur : Betty WAMPFLER

Encadreur : Mostafa ERRAHJ

Encadreur : Marion Borowski

ENSETP/UCAD

PNMR / Réseau FAR-CI

Institut AGRO Montpellier

ENA Meknès

Institut AGRO Dijon

**Date : 15/12/2024**

## TABLE DES MATIERES

<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	1
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	3
<b>LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES</b> .....	4
<b>LISTE DES FIGURES</b> .....	5
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	5
<b>RÉSUMÉ</b> .....	6
<b>ABSTRACT</b> .....	7
<b>INTRODUCTION</b> .....	8
<b>CHAPITRE 1 : RÉVUE BIBLIOGRAPHIQUE</b> .....	10
1.1. ENJEUX DE LA TRANSITION DEMOGRAPHIQUE ET DE L'EMPLOI EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE.....	10
1.1.1. DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE .....	10
1.1.2. REPRESENTATION DE LA JEUNESSE DANS LA POPULATION IVOIRIENNE	11
1.1.3. STRUCTURES ECONOMIQUES DIFFERENTES EN AFRIQUE .....	11
1.1.4. PROBLEMATIQUE DU CHOMAGE ET DU SOUS-EMPLOI.....	12
1.2. COMPREHENSION DE LA JEUNESSE DANS UN CONTEXTE AFRICAIN .....	15
1.3. CONCEPT D'INSERTION PROFESSIONNELLE.....	16
1.4. CATEGORIE D'AGE OU SEGMENT SOCIAL CENTRAL DANS LA CONTEMPORANEITE : LA JEUNESSE. ....	18
1.4.1. DEFIS ET POSSIBILITES SPECIFIQUES AUX JEUNES .....	18
1.4.2. ÉDUCATION ET INTEGRATION DES JEUNES DES ZONES RURALES DANS L'AGRICULTURE. ....	18
1.4.3. QUELQUES DEMONSTRATIONS D'APPROCHES EDUCATIVES ALTERNATIVES EN AFRIQUE .....	19
1.5. APPROCHES D'INTEGRATION DES JEUNES .....	20
<b>CHAPITRE 2 : MÉTHODOLOGIE</b> .....	22
2.1. PRESENTATION DE LA ZONE DE L'ETUDE.....	22
2.1.1. EMLACEMENT DE LA REGION DU PORO.....	22
2.1.2. CONDITIONS CLIMATIQUES .....	23
2.1.3. MESURES DES PLUIES .....	23
2.1.4. TOPOGRAPHIE .....	23
2.1.5. ENVIRONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA REGION DU PORO.....	24
2.1.6. CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION DE LA REGION DU PORO.....	24



2.1.7. GESTION DES TERRES .....	24
2.1.8. ENJEUX FONCIERS SIGNIFICATIFS ET LEURS ORIGINES .....	24
2.2. METHODOLOGIE ET PROCESSUS D'ANALYSE.....	25
2.2.1. DISPOSITIFS D'ENQUETES.....	25
2.2.1.1. ÉCHANTILLONNAGE ET REALISATION DE L'ENQUETE.....	25
2.2.1.2. ÉLABORATION, EVALUATION ET PERFECTIONNEMENT DU QUESTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE.....	26
2.2.2. TRAITEMENTS DE DONNEES .....	27
2.2.2.1. ANALYSE DU TAUX D'INSERTION DES JEUNES RURAUX PAR GENRE (HOMMES/FEMMES) DANS LES VILLAGES DE LA REGION DU PORO. ....	27
<b>CHAPITRE 3 : RÉSULTATS ET DISCUSSION</b> .....	<b>30</b>
3.1. RESULTATS .....	30
3.1.1. PROGRAMMES ACTIFS DU MARCHE DU TRAVAIL.....	30
3.1.2. OBSTACLES INSTITUTIONNELS A L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES EN COTE D'IVOIRE .....	32
3.1.3. PROBLEMES DE FORMATION DES JEUNES DANS LA REGION DU PORO ....	34
3.1.4. REPARTITION DES PERSONNES ENQUETEES SELON LE GENRE ET LEUR STATUT DE FORMALITE DE L'ACTIVITE.....	35
3.1.5. NIVEAU DE SCOLARISATION DES JEUNES DES VILLAGES ENQUETES.....	36
3.1.6. ACCES AU TRAVAIL DES JEUNES RURAUX DE LA REGION DU PORO.....	38
3.2. DISCUSSION .....	38
<b>CHAPITRE 4. CONTRAINTES, LIMITES, PERSPECTIVES DE RECHERCHE ET LES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE</b> .....	<b>42</b>
4.1. CONTRAINTES, LIMITES ET LES PERSPECTIVES DE RECHERCHE DE L'ETUDE .....	42
4.2. LES RECOMMANDATIONS DE L'ETUDE .....	43
4-2-1 RECOMMANDATIONS POUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES EN MILIEU RURAL DANS LA REGION PORO POUR UN AVENIR DURABLE.....	43
4-2-2 RECOMMANDATIONS STRATEGIQUES VERS UNE FORMATION AGRICOLE EFFICACE POUR LE RENFORCEMENT DU RESEAU FAR DANS LA REGION DU PORO. ....	45
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>47</b>
<b>RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES</b> .....	<b>48</b>
<b>ANNEXE</b> .....	<b>51</b>



## REMERCIEMENTS

Ce travail est le fruit d'importantes mobilisations humaines, matérielles et financières. Voici le moment de témoigner ma reconnaissance à tous ceux qui m'ont accompagné pendant cette aventure. Je voudrais témoigner de ma gratitude à toute l'équipe pédagogique du MIFAR pour m'avoir accueilli et formé comme ils savent bien le faire. Mes remerciements vont aussi à l'endroit de communauté réseau FAR pour cette initiative louable, en particulier le Président de l'UCAD pour avoir autorisé mon inscription en Master et pour tout ce qu'ils font pour les étudiants. Je tiens à remercier M. Mostafa ERRAHJ & Mme Marion Borowski pour avoir cru en moi dans la réalisation de ce travail et d'avoir accepté d'encadrer ce mémoire. J'ai eu l'opportunité d'apprendre à vos côtés, vos critiques, vos franchises et vos rigueurs scientifiques m'ont permis de porter ce travail à son terme. Merci pour votre assistance inconditionnelle et surtout vos encouragements qui ont été d'une aide précieuse dans l'aboutissement de ce travail.

Je tiens à remercier également les membres du jury qui ont accepté de relire ce manuscrit et d'y porter un regard critique. Ce travail a été réalisé avec l'appui de Monsieur SILUE Méhin, représentant réseau FAR Côte d'Ivoire. Je profite de l'occasion pour remercier tous ceux qui m'ont aidé tout au long de mes enquêtes.

Remerciement spéciale à Madame Marie Balse pour son soutien indéfectible.

À tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire et qui n'ont pas trouvé leur nom cité dans ce document, recevez tout autant mes sincères gratitude.



## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

<b>AEJ</b>	Agence Emploi Jeunes
<b>AGEFOP</b>	Agence Nationale de la Formation Professionnelle
<b>AGR</b>	Activité Génératrice de Revenu
<b>ASS</b>	Afrique subsaharienne
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BCP-Emploi</b>	Bureau de Coordination des Programmes Emploi
<b>C2D</b>	Contrat de désendettement et de développement
<b>DAEJC</b>	Direction de l'Autonomisation, de l'Emploi des Jeunes et la Coopération
<b>FDFP</b>	Fonds de Développement de la Formation Professionnelle
<b>INIE</b>	Institut Ivoirien de l'Entreprise
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération Développement Economique
<b>PAMT</b>	Programmes Actifs du Marché du Travail
<b>PAPC</b>	Appui Post Conflit
<b>PEJEDEC</b>	Projet Emploi Jeune et Développement des Compétences
<b>PFS</b>	Plate-Forme de Services
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>SPE</b>	Services Publics d'Emploi
<b>THIMO</b>	Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>LFS</b>	Labour Force Surveys
<b>BIT</b>	Bureau International du Travail
<b>LSMS</b>	Living Standards Measurement Study
<b>LSMS-ISA</b>	Living Standards Measurement Study -Integrated Surveys on Agriculture



## LISTE DES FIGURES

<b>Figure 1</b> : taux de mortalité infantile (A), Le taux de fertilité (B) en fonction des régions du monde (Canning et al., 2015) .....	10
<b>Figure 2</b> : Cohortes annuelles d'actifs ruraux et urbains en Afrique subsaharienne de 1950 à 2050 (Bruno Losch, 2013) .....	13
<b>Figure 3</b> : taux de chômage des jeunes et part du secteur manufacturier dans les pays à revenu faible.....	15
<b>Figure 4</b> : Carte de la région du Poro .....	22
<b>Figure 5</b> : Etat des lieux de l'employabilité des jeunes dans la région du Poro .....	31
<b>Figure 6</b> : Répartition des jeunes hommes actifs occupés selon le statut et la formalité de l'activité.....	35
<b>Figure 7</b> : Répartition des jeunes femmes actives occupées selon le statut et la formalité de l'activité.....	36
<b>Figure 8</b> : Niveau d'étude des jeunes hommes interrogés dans chaque village .....	37
<b>Figure 9</b> : Niveau d'étude des jeunes femmes interrogées dans chaque village .....	37
<b>Figure 10</b> : Mode d'accès au travail salarial des personnes interrogées dans chaque village.	38

## LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau I</b> : Échantillonnage par zone géographique.....	29
---	----



## RÉSUMÉ

L'insertion professionnelle des jeunes en milieu rural dans la région du Poro présente des défis multifacettes, incluant le manque d'opportunités d'emploi et les obstacles éducatifs. La présente étude propose de mettre en évidence les stratégies d'insertion professionnelle des jeunes de la région du Poro. Pour se faire, des enquêtes ont été effectuées dans cinq villages de la région du Poro. Ces enquêtes nous ont situés sur les modalités d'accès à l'emploi des jeunes de la région du Poro, mettant en lumière les enjeux liés à ces emplois afin de proposer des voies d'amélioration d'insertion de ces jeunes. Les résultats indiquent que la quasi-totalité des jeunes ruraux est non scolarisée et les activités agricoles familiales ainsi que le commerce demeurent leurs activités principales. De plus, la plupart des jeunes ayant un emploi l'ont acquis par leur relation personnelle au lieu des projets étatiques d'insertion des jeunes. Néanmoins, des perspectives encourageantes émergent, telles que le développement d'initiatives entrepreneuriales locales, l'amélioration de l'accès aux ressources et le renforcement de l'éducation.

**Mots clés :** insertion professionnelle, jeunes ruraux, activités agricoles, région du Poro



**ABSTRACT**

The professional insertion of young people in rural areas of the Poro region presents multifaceted challenges, including a lack of job opportunities and educational obstacles. This study aims to highlight the professional insertion strategies for young people in the Poro region. To this end, surveys were conducted in five villages within the Poro region. These surveys provided insights into the pathways to employment for young people in the Poro region, shedding light on the issues related to these jobs in order to propose ways to improve the insertion of these youths. The results indicate that nearly all rural youth are not in school, and family agricultural activities as well as trade remain their main activities. Moreover, most young people who have a job acquired it through personal connections rather than through state youth insertion programs. Nevertheless, encouraging prospects are emerging, such as the development of local entrepreneurial initiatives, improved access to resources, and the strengthening of education.

**Keywords:** professional insertion, rural youth, agricultural activities, Poro region





## INTRODUCTION

Située au nord de la Côte d'Ivoire, la région du poro est au cœur de la diversité naturelle et culturelle et à l'intersection des traditions modernes. Dans cette communauté, la jeunesse rurale représente l'épine dorsale de l'avenir, portant les espoirs d'un développement équilibré et durable. Cependant, elle doit faire face au défi de l'insertion professionnelle dans un contexte mondial en perpétuelle évolution.

Le contexte dans sa globalité actuelle nécessite une attention particulière envers les communautés rurales, qui restent en dehors des politiques de développement. Les enjeux sont nombreux : des facteurs économiques aux opportunités locales. La région du Poro offre une chance unique d'examiner comment les éléments interagissent et influent sur le destin professionnel de ses jeunes habitants.

Dans le cas de la région du Poro, cette réalité est aggravée par des contraintes géographiques et socioéconomiques. L'absence d'une compréhension approfondie des défis et ces opportunités auxquels la jeunesse rurale fait face entrave la mise en place de politiques efficaces visant à stimuler l'emploi et l'entrepreneuriat.

C'est dans ce contexte que cette étude s'engage dans l'exploration des dynamiques de l'insertion professionnelle des jeunes dans la région du Poro. La présente étude se propose de mettre en lumière les facteurs qui façonnent le parcours professionnel des jeunes de ce milieu rural spécifique.

Ainsi, l'objectif principal de cette étude est d'analyser en profondeur les mécanismes et les facteurs de l'insertion professionnelle des jeunes en milieu rural dans la région du Poro. Avec une approche multidimensionnelle, cette étude a pour but d'identifier les défis, les possibilités et les moyens qui peuvent soutenir le parcours professionnel des jeunes de la région. Plus précisément, cette étude cherche à (i) repérer les principaux défis empêchant l'insertion professionnelle des jeunes dans le Poro, en se concentrant sur les particularités locales, (ii) analyser les possibilités économiques dans la région du Poro pouvant aider à l'emploi des jeunes en milieu rural et (iii) formuler des recommandations stratégiques pour améliorer les politiques d'insertion professionnelle des jeunes dans le contexte unique de la région du Poro.

Outre ces paragraphes introductifs, le présent document se subdivise en quatre grands chapitres. Le premier est consacré à la revue bibliographique qui permettra de conduire une analyse des problèmes d'insertion professionnelles des jeunes. Le second chapitre, consacrée à



la méthodologie de recherche, décrit la démarche scientifique entreprise et présente les sites d'étude choisis pour répondre convenablement aux objectifs fixés. Quant au troisième chapitre, il présente les résultats et les discute. Enfin au quatrième chapitre, nous formulerons quelques perspectives d'étude et des conclusions. La liste des références bibliographiques citées et l'annexe mettent fin à ce manuscrit.



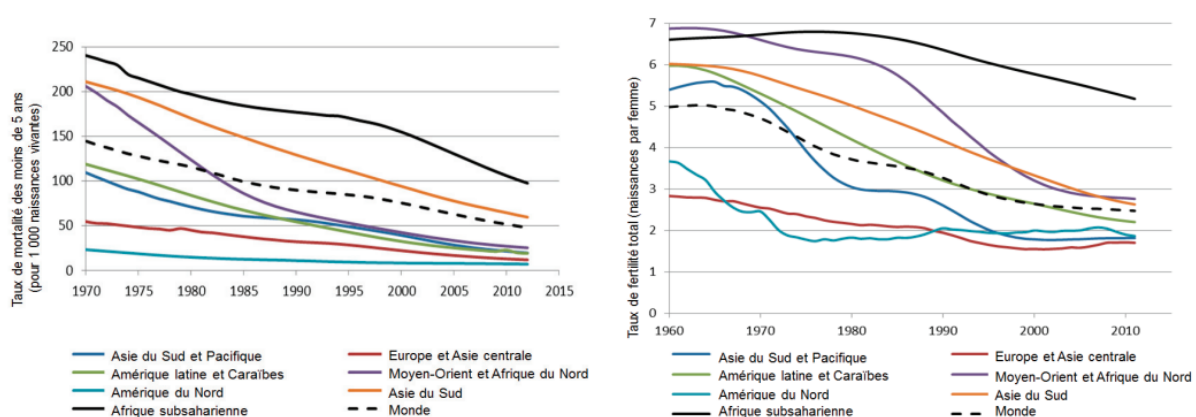
## CHAPITRE 1 : RÉVUE BIBLIOGRAPHIQUE

### 1.1. Enjeux de la transition démographique et de l'emploi en Afrique subsaharienne

#### 1.1.1. Dynamique démographique en Afrique subsaharienne

Actuellement, la dynamique démographique observée en Afrique subsaharienne est marquée par des diminutions concomitantes des taux de mortalité, notamment infantile, et de natalité. La réduction du taux de mortalité s'est avérée, jusqu'à présent, plus rapide que la baisse du taux de natalité. Parmi les effets principaux d'un meilleur accès aux soins de santé de base, la mortalité infantile a été réduite par trois depuis les années 1950, atteignant en 2013 moins de 100 décès d'enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes. Toutefois, ce chiffre reste presque deux fois supérieur à celui observé en Asie du Sud et plus de quatre fois plus élevé que dans d'autres régions du monde (Figure 1 A).

Parallèlement, le taux de natalité a connu une diminution plus graduelle, passant de 48 ‰ à 38 ‰ durant la même période. En ce qui concerne le taux de fertilité, qui représente le nombre de naissances vivantes par femme, bien qu'il soit également en déclin, il demeure remarquable par sa valeur élevée comparée à celle observée dans le reste du globe (Figure 1 B). Les variations des taux de fertilité et de mortalité infantile semblent être interconnectées : « à mesure que les mères sont davantage rassurées sur la survie de leurs enfants, le taux de fertilité tend à diminuer. » (Canning *et al.*, 2015).



**Figure 1** : taux de mortalité infantile (A), Le taux de fertilité (B) en fonction des régions du monde (Canning *et al.*, 2015)



### 1.1.2. Représentation de la jeunesse dans la population ivoirienne

Selon Le Recensement Général des Populations et des Habitats (RGPH) de 2021, la Côte d'Ivoire compte 29 389 millions habitants. Cette répartition selon RGPH de la population par groupe d'âge est marquée par une forte proportion des moins de 15 ans (43,8%) et par ceux âgés de 15 à 34 ans (37,2%). Au total, 75,6 % de la population ivoirienne ont moins de 35 ans. Celle-ci comprend une jeunesse urbaine, de plus en plus nombreuse et une jeunesse rurale, essentiellement agricole. Ainsi, ce potentiel humain, qui devrait représenter un avantage pour le développement durable du pays, n'est pas suffisamment mis en valeur.

### 1.1.3. Structures économiques différentes en Afrique

L'économie divisée de la Côte d'Ivoire se montre clairement dans la situation de l'emploi des jeunes, surtout en zone rurale. En fait, ce phénomène se distingue par la présence de secteurs modernes et anciens, ce qui entraîne des inégalités économiques et des défis structurels majeurs. Ainsi dans le rapport publié en 2023 sur la Mutualisation ccmefp-uemoa du Ministère de la Formation Technique et Professionnel de Côte d'Ivoire « La formation sur les métiers correspondants aux besoins du secteur productif, la mise en stage pratique, et l'apprentissage auprès de professionnels constituent des tentatives pour intégrer les jeunes dans une économie formelle ». Selon les données de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) de 2017, cette économie formelle représente seulement une partie des opportunités disponibles. Par ailleurs, le pays, avec une population estimée à 13 629 692 personnes en âge de travailler, fait face à un taux de chômage qui a légèrement augmenté, passant de 2,8 % en 2016 à 3,3 % en 2017 (ENSESI, 2016 ; ERIESI, 2017).

Dans un environnement rural, la situation d'une économie contrastée est d'autant plus délicate. Pendant que de nouvelles activités apparaissent dans les domaines des services, du tourisme rural et de l'agriculture biologique, les jeunes continuent de s'appuyer largement sur les emplois classiques et de survie, ce qui montre la division de l'économie. En fait, avec la croissance d'une économie numérique, il y a une grande chance pour les jeunes d'apprendre des compétences en ligne. Cependant, comme le fait remarquer l'Institut National de la Statistique, le manque d'accès à internet dans certaines zones rurales est un obstacle important, limitant leur capacité à entrer sur un marché du travail moderne où les demandes changent rapidement. D'autre part, l'isolement géographique favorise le maintien des inégalités entre les jeunes des



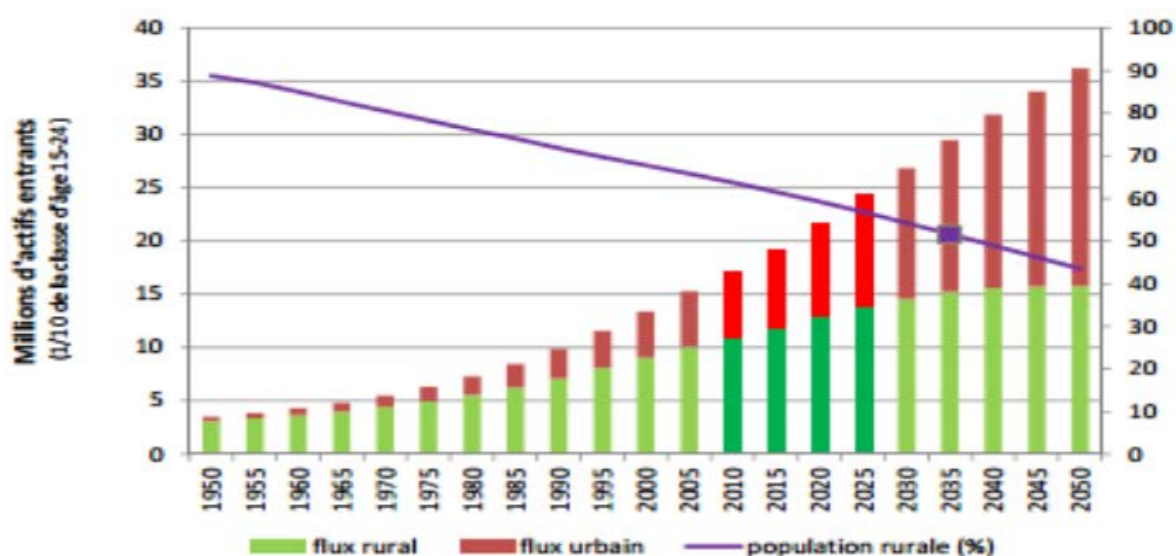
villes et ceux des champs. Leur accès restreint aux réseaux professionnels et aux foires de l'emploi, souvent situées dans les grandes agglomérations, renforce cette inégalité. Cela montre que le manque d'information sur les métiers, qui pourraient leur offrir des chances d'avenir, représente une barrière supplémentaire à leur insertion professionnelle. Ainsi, une étude sur la situation des jeunes en milieu rural pourrait souligner ces caractéristiques socio-économiques et les problèmes rencontrés par les jeunes, en particulier en ce qui concerne l'éducation et l'accès aux ressources.

#### 1.1.4. Problématique du chômage et du sous-emploi

L'intérêt croissant des politiques pour la question des jeunes ruraux en Afrique est en grande partie lié aux résultats issus de travaux de recherche sur les dynamiques démographiques et le marché de l'emploi. En effet, la forte croissance démographique en Afrique entraîne une augmentation significative du nombre d'actifs qui pénètrent chaque année sur le marché du travail en Afrique subsaharienne. À ce sujet, il est essentiel de faire remarquer que deux tiers de ces ressources viennent des campagnes. Néanmoins, il faut mettre en avant que l'agriculture apparaisse peu attrayante, que le secteur industriel est encore peu avancé et que le niveau d'éducation est généralement faible. Ces limitations restreignent donc les possibilités d'emploi pour les jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi. D'après l'Organisation internationale du travail, environ 73 millions de postes ont été créés en Afrique entre 2000 et 2008, mais selon le Bulletin de Synthèses Souveraineté Alimentaire de l'Inter-Réseaux N°17 paru en septembre 2015 seulement 16 millions de ces emplois étaient destinés aux jeunes âgés de 15 à 24 ans. Par conséquent, les statistiques indiquent que, ces dernières années, le taux de chômage des jeunes dans la plupart des pays africains est d'environ 60 %, laissant entendre qu'environ 60 % des chômeurs en Afrique sont des jeunes. De plus, ce taux est deux fois plus élevé que celui des adultes, ce qui illustre la situation précaire à laquelle ils font face, comme l'indique Bruno Losch en 2013. En outre, l'intérêt croissant pour la question des « jeunes ruraux » est également motivé par une inquiétude politique face à la menace d'instabilité que ces jeunes « désœuvrés » peuvent représenter. À cet égard, il est pertinent de mentionner que, déjà en France et aux États-Unis, les jeunes ruraux avaient attiré l'attention des gouvernements et des chercheurs durant des périodes de bouleversements sociaux, comme l'a souligné Benoit Coquard en 2015. En Afrique de l'Ouest, c'est à partir des années 1990 que la littérature commence à se concentrer sur la jeunesse rurale, principalement en réponse aux conflits et violences politiques observés dans



des pays comme la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone et le Liberia, comme noté dans la revue Afrique contemporaine en 2005. Plus récemment, selon le Bulletin de Synthèses Souveraineté Alimentaire de l'Inter-Réseaux No17 paru en septembre 2015, le développement de mouvements terroristes dans la région du Sahel a également suscité l'intérêt des États et de leurs partenaires techniques et financiers pour les « jeunes ruraux », qui jouent un rôle clé dans ces dynamiques. En fait, des recherches menées par la Banque mondiale montrent qu'un jeune sur deux qui rejoint un mouvement d'insurgés déclare que le chômage constitue sa principale motivation, soulignant ainsi l'importance de l'emploi dans la lutte contre l'instabilité sociale, comme mentionné par le PNUD en 2012.



**Figure 2** : Cohortes annuelles d'actifs ruraux et urbains en Afrique subsaharienne de 1950 à 2050 (*Bruno Losch, 2013*)

Dans les pays d'Afrique, le taux de chômage des jeunes n'a pas significativement augmenté pendant la crise financière mondiale. Toutefois, dans certaines régions, comme l'Afrique australe, ce taux avait déjà atteint un niveau alarmant bien avant 2008. En moyenne, les pays d'Afrique du Nord étaient ceux affichant les taux les plus élevés durant cette période. Selon le sondage mondial Gallup, l'emploi a diminué dans le secteur formel des économies africaines après la crise financière, avec un repli dans les services, le deuxième secteur d'emploi des jeunes en Afrique après l'agriculture. En revanche, l'emploi a connu une augmentation dans l'agriculture et dans le secteur informel, comme le souligne la Banque africaine de développement en 2012. Néanmoins, quelques pays, comme le Botswana et la Namibie, n'ont pas suivi cette tendance, affichant une progression de l'emploi durant cette période.

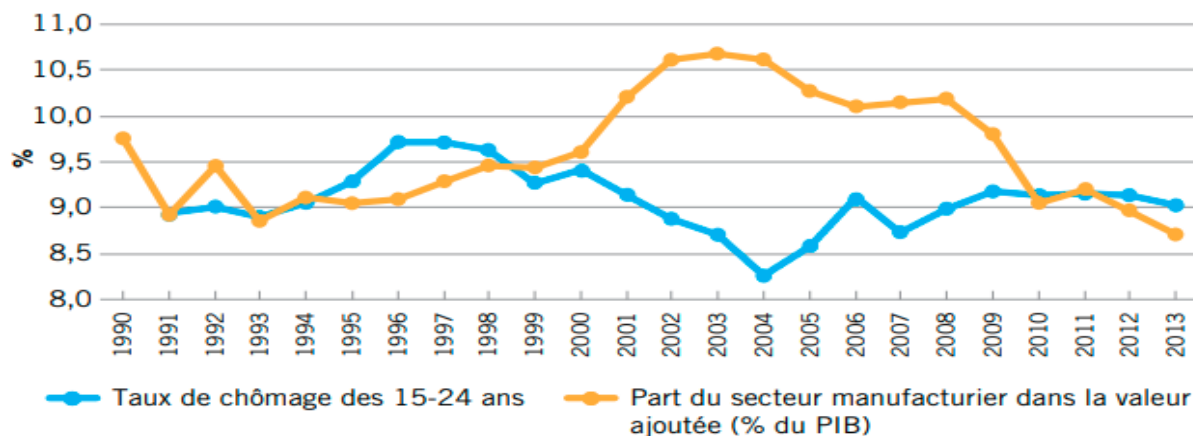


Dans le monde actuel, les jeunes sont presque trois fois plus susceptibles d'être au chômage que les adultes. Les données publiées par l'Organisation internationale du travail révèlent que le nombre de jeunes chômeurs âgés de 15 à 24 ans a atteint 75 millions en 2011, ce qui représente près de 40 % du chômage total. Sur le marché du travail, les jeunes font face non seulement au chômage, mais également au sous-emploi. En effet, ils travaillent de longues heures dans le cadre de contrats de travail informels, intermittents et précaires. Ils acceptent souvent des emplois mal rémunérés qui ne correspondent pas à leurs qualifications, sans perspectives d'évolution, et se retrouvent piégés dans des emplois à temps partiel, temporaires, occasionnels ou saisonniers, parfois contre leur gré. De plus, ils travaillent fréquemment dans des conditions mauvais et précaires au sein de l'économie informelle.

Les défis posés par l'emploi des jeunes varient d'un pays à l'autre, certains étant même confrontés à des enjeux encore plus complexes. Le chômage et le sous-emploi des jeunes engendrent des coûts élevés sur les plans social et économique, entraînant non seulement un ralentissement économique, mais aussi une érosion de la base d'imposition, des dépenses accrues en matière de sécurité sociale et un investissement non utilisé dans l'éducation et la formation. Le chômage est non seulement très préjudiciable pour les jeunes et les sociétés, mais il est également associé à des problèmes tels que l'instabilité sociale, les conflits, la pauvreté accrue, ainsi que la criminalité et la toxicomanie. En outre, il est profondément néfaste pour les employeurs et les économies. Il est donc absolument impératif sur le plan économique et social que les employeurs prennent toutes les mesures possibles pour stimuler la création d'emplois pour les jeunes. Les employeurs jouent un rôle décisif dans ce contexte. Par conséquent, en renforçant l'influence des organisations d'employeurs par rapport aux politiques nationales relatives à la création d'emplois, les défis liés à l'emploi des jeunes pourront être abordés de manière efficace.







**Figure 3** : taux de chômage des jeunes et part du secteur manufacturier dans les pays à revenu faible

## 1.2. Compréhension de la jeunesse dans un contexte africain

Dans un contexte africain, le terme « jeune » désigne généralement une personne qui se situe entre l'enfance et l'âge adulte. Cette tranche d'âge est souvent définie comme englobant les individus de 15 à 35 ans, bien que les limites puissent varier selon les pays et les cultures. Les jeunes constituent une part importante de la population en Afrique, avec plus de 60 % des habitants ayant moins de 25 ans dans certains pays. Cette étape de la vie est caractérisée par des changements importants, en ce qui concerne l'éducation, l'accès à un emploi, la formation professionnelle et des responsabilités sociales. Les jeunes en Afrique sont souvent perçus comme des acteurs de changement et d'innovation, mais ils doivent aussi faire face à de nombreux obstacles, comme le chômage, le manque d'éducation de qualité, les inégalités économiques et les difficultés de santé. En zone rurale en Côte d'Ivoire, la notion de « jeune » peut être mieux comprise à travers des éléments socio-économiques et culturels particuliers. Les jeunes vivant en milieu rural, souvent âgés de 15 à 30 ans, se trouvent à un moment crucial où les coutumes et les attentes de leur famille influencent beaucoup leurs choix de vie, comme le mentionne le Rapport national sur la jeunesse, Ministère de la Jeunesse, Côte d'Ivoire, 2017. Les données du RGPH, 2014, montrent qu'ici, l'idée de jeune comprend les difficultés liées à l'accès à l'éducation formelle et professionnelle, ainsi qu'à l'entrée sur le marché du travail, qui est généralement dominé par l'agriculture et le secteur informel. Les jeunes ruraux peuvent également être exposés à des réalités telles que l'absence d'infrastructures adéquates, le manque





de services de base (santé, transport, communication) et une infrastructure éducative limitée (Étude sur l'accès aux services de base en milieu rural, UNICEF, 2020).

De plus, selon le rapport issu de Culture et société en milieu rural, Institut de Recherche et des Études en Sciences Sociales, 2019 ; dans un milieu où les valeurs communautaires et les dynamiques familiales sont prédominantes, les attentes sociales en matière de mariage et de responsabilités familiales peuvent également influencer le parcours d'un jeune. Ainsi, selon le rapport Atlas de la jeunesse en Côte d'Ivoire, GIZ, 2021 ; en milieu rural ivoirien, un jeune est non seulement un individu en phase de développement personnel et professionnel, mais aussi un membre d'une communauté qui navigue entre les aspirations individuelles et les attentes collectives, tout en faisant face à des défis structurels qui peuvent freiner leur épanouissement.

### 1.3. Concept d'insertion professionnelle

L'insertion professionnelle des jeunes en milieu rural en Côte d'Ivoire est un défi majeur qui impacte à la fois le développement économique et la cohésion sociale du pays. D'ailleurs, avec la population ivoirienne vivant en milieu rural estimé à environ 60 % de la population total, Selon le Rapport national sur la jeunesse du Ministère de la Jeunesse de Côte d'Ivoire en 2017 ; il est important de se pencher sur les difficultés auxquels ces jeunes sont confrontés. Dans un premier temps, l'un des principaux défis se situe dans l'accès à une éducation de qualité. Malgré les efforts significatifs pour améliorer le système éducatif, les jeunes vivant dans les zones rurales font souvent face à des obstacles pour poursuivre des études supérieures. Cela est surtout dû à un manque d'infrastructures scolaires adaptées et à l'absence de formations professionnelles qui répondent aux attentes du marché du travail, comme le souligne le RGPH de 2014 mené par l'Institut National de la Statistique.

De plus, le marché du travail en milieu rural est généralement dominé par des activités agricoles et des emplois informels. C'est pourquoi les jeunes doivent souvent accepter des emplois précaires, sans assurance de salaires stables, ce qui freine considérablement leurs perspectives d'avenir. Cela est également renforcé par les résultats de l'Étude sur l'accès aux services de base en milieu rural, effectuée par UNICEF en 2020, qui met en lumière le manque d'opportunités d'emploi bien structurées.

Il est aussi important de noter que, pour répondre à ces problèmes, diverses initiatives ont été lancées. Le gouvernement de la Côte d'Ivoire, en partenariat avec des ONG, propose des programmes de formation professionnelle pour aider les jeunes à acquérir les compétences



essentielles pour entrer sur le marché du travail. Ces efforts sont soutenus par l'Atlas de la jeunesse en Côte d'Ivoire publié par la GIZ en 2021, qui souligne l'importance d'une formation non seulement technique, mais aussi centrée sur l'entrepreneuriat, permettant aux jeunes de créer des projets individuels ou collectifs.

Toutefois, l'accès au crédit et au financement demeure un frein majeur à l'entrepreneuriat dans les zones rurales. En effet, les jeunes entrepreneurs ont souvent du mal à obtenir des prêts en raison du manque de garanties et d'infrastructures financières adaptées. Cette problématique est mise en évidence dans l'étude sur la Culture et société en milieu rural complétée par l'Institut de Recherche et des Études en Sciences Sociales en 2019. Pour faire face à ces obstacles, des programmes de microcrédit commencent à se développer, fournissant des options de financement plus accessibles pour les jeunes souhaitant lancer leur propre entreprise.

Ainsi, nous pouvons affirmer que l'intégration professionnelle des jeunes en milieu rural en Côte d'Ivoire requiert une approche complète qui inclut l'amélioration de l'éducation, le développement de formations adaptées, et l'accès à des financements. De ce fait, la valorisation de ce capital humain est importante pour le développement durable du pays.

La formation constitue un préalable indispensable à l'insertion professionnelle et nécessite que le système éducatif soit aligné avec les réalités du monde du travail. L'insertion dans un emploi est également une démarche individuelle, car chaque personne doit entreprendre les actions nécessaires pour accéder au marché du travail et définir un parcours menant à une intégration stable et durable. En plus, l'insertion professionnelle est un processus en mouvement qui comprend divers types de profils, comme le montre l'étude biographique et à long terme. D'après Aziz Jellab (1996), il est essentiel de mentionner qu'au départ, l'idée d'insertion était surtout liée à l'accès à un emploi. Le but était d'analyser comment les diplômés parvenaient à intégrer le marché du travail et quelles répercussions les changements économiques auraient sur les nouvelles formes de formation.

De plus, Bordigoni, Demazière et Mansuy (1994) décrivent l'insertion professionnelle comme un processus façonné par la société, impliquant divers acteurs et institutions qui ont évolué au fil du temps. Ce processus inclut des logiques d'action de la société et des stratégies personnelles, tout en prenant en compte les expériences individuelles sur le marché du travail ainsi que les héritages socio-éducatifs. Dans ce sens, nous pouvons définir l'insertion professionnelle comme un chemin vers l'emploi qui aide à obtenir l'autonomie personnelle.



## 1.4. Catégorie d'âge ou segment social central dans la contemporanéité : la jeunesse.

La jeunesse est souvent perçue comme une période de transition entre l'enfance et l'âge adulte, mais cette catégorie des « jeunes » possède des contours flous. Ce caractère vague s'explique notamment par les conditions de leur émergence, qui restent relativement récentes dans les pays du Sud. Selon Pérez Ruiz (2011), dans les sociétés rurales africaines, la jeunesse ne se manifeste pas principalement en tant que catégorie distincte, mais plutôt comme un processus de passage de l'enfance à l'âge adulte. Ce passage s'effectue à travers des rites d'initiation, qui "marquent ainsi une rupture et un franchissement entre deux états distincts.

Ainsi, la compréhension de la jeunesse dans ces contextes culturels diffère de celle généralement observée dans d'autres sociétés, soulignant l'importance des rites traditionnels dans cette transition.

Historiquement, certains auteurs dont Florence Boyer et Charlotte Guénard (2014) dans *l'article de revue de la page 3-31, Sous-employés, chômeurs ou entrepreneurs : les jeunes face à l'emploi*, établissent un lien entre l'émergence de la catégorie des jeunes et la modernité. Ils considèrent la jeunesse comme une « expression historiquement située de la modernité ». En conséquence, ils soutiennent que « si l'avènement du capitalisme industriel a d'abord créé les conditions d'émergence de la catégorie semi-autonome de jeunes, c'est véritablement dans les villes en pleine expansion de l'Europe moderne que les jeunes ont rencontré, pour la première fois, une réalité sociologique manifeste ».

### 1.4.1. Défis et possibilités spécifiques aux jeunes

### 1.4.2. Éducation et intégration des jeunes des zones rurales dans l'agriculture.

D'après Losch (2013), en Afrique, jusqu'en 2025, 330 millions d'actifs entreront sur le marché du travail, dont les deux tiers seront en zone rurale. Face à cet afflux de personnes, l'offre d'emploi reste limitée, en particulier dans les zones rurales. En dehors du secteur agricole, peu d'opportunités alternatives existent, à l'exception d'activités commerciales ou de petit artisanat, souvent informelles en Afrique. Il s'agit d'un enjeu de taille, étant donné que les jeunes ruraux désœuvrés sont tentés de rejoindre l'Europe ou de se rallier à des mouvements d'insurgés. Selon la Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE, un jeune



sur deux ayant intégré les mouvements d'insurgés dans les États fragiles déclare avoir été motivé par le chômage (BAD, OCDE, PNUD, 2012).

Aujourd'hui, le développement du secteur agricole est de nouveau perçu comme la solution la plus efficace pour intégrer durablement ces jeunes ruraux. Néanmoins, de nombreux témoignages soulignent le désintérêt croissant de ces jeunes pour l'agriculture. Ce désintérêt peut être attribué à plusieurs facteurs, tels que la difficulté d'accès au foncier et aux moyens de production, l'absence de crédit adapté, la faible rémunération de l'activité agricole, ainsi que le manque d'infrastructures en milieu rural (électricité, routes, centres de santé, loisirs). Surtout, le manque de formation appropriée pour les jeunes dans les métiers de l'agriculture contribue à ce phénomène. De surcroît, l'image de l'agriculture véhiculée dans la société africaine est souvent peu valorisante.

Il est donc impératif de reconnaître que la formation des jeunes à l'agriculture constitue un levier essentiel pour leur insertion socioprofessionnelle. Ainsi, il serait judicieux de réorganiser cette formation autour de l'objectif de l'insertion, tout en envisageant un accompagnement des jeunes dans l'élaboration de leurs projets.

### 1.4.3. Quelques démonstrations d'approches éducatives alternatives en Afrique

Dans de nombreux pays africains où la scolarisation universelle n'est pas encore atteinte, les États permettent aux ONG d'entreprendre des actions visant à promouvoir l'éducation et la formation des enfants et des jeunes. Ces organisations non gouvernementales ont pour mission de compenser l'incapacité des États à scolariser ces populations. Depuis la fin des années 1990, les alternatives éducatives ont commencé à se développer en Afrique. À cette époque, un certain nombre d'États ont autorisé les ONG à investir dans l'éducation non formelle, en mettant en place des initiatives qui répondent aux besoins et aux aspirations des enfants et des jeunes, tout en tenant compte de leurs centres d'intérêt.

Un exemple concret de ces alternatives éducatives se trouve dans les centres préprofessionnels ouverts dans les villes maliennes situées à proximité du Burkina Faso. Ces centres, qui sont principalement bilingues (en langues nationales et en français), offrent un cursus préprofessionnel. Parallèlement, les centres d'éducation pour l'intégration visent à assurer une insertion économique des apprenants dans leur communauté locale, avec une durée



de formation qui s'étend sur quatre ans, dont deux années consacrées à l'acquisition des connaissances de base.

Au Burkina Faso, les Centres d'éducation de base non formelle tels que les Centres Bama Nema ont également pour objectif de préparer les jeunes à entrer dans la vie active. L'alphabétisation des adolescents, comme cela est pratiqué avec des organisations telles que Plan International Burkina Faso, constitue généralement un prérequis pour accéder à une formation professionnelle dans ces centres. En effet, l'alphabétisation vise également à renforcer les capacités des jeunes, permettant ainsi de les transformer en vecteurs de changement et d'amélioration des réalités sociales et culturelles.

De plus, les écoles communautaires, qui sont gérées par les membres de la communauté, ont été établies depuis les années 1990 dans divers pays d'Afrique de l'Ouest. Des projets comme les Centres d'Éducation au Développement au Mali, les Écoles d'Initiatives Locales au Togo, et les Écoles Communautaires de Base au Sénégal, montrent cet effort. Ces écoles se concentrent sur la promotion d'une éducation de base qui soutient le progrès socioculturel et économique de la communauté. Les formes de formation offertes incluent donc le cycle primaire traditionnel et le cycle de base alternatif, qui ont pour but de faciliter l'accès à un emploi. Les programmes d'apprentissage comportent des volets théoriques et pratiques, tout en intégrant l'utilisation des langues nationales, le français étant considéré comme la seconde langue.

### 1.5. Approches d'intégration des jeunes

Les mesures et actions destinées à faciliter et à améliorer l'insertion professionnelle des jeunes en Afrique subsaharienne sont particulièrement complexes. En effet, elles évoluent dans des environnements caractérisés par une précarité tant du côté des jeunes que du marché du travail. Lorsqu'une intervention est mise en œuvre, son efficacité sera d'autant plus accrue si elle adopte une approche globale, qui combine des politiques à la fois préventives et curatives.

Dans le domaine de l'emploi des jeunes, les politiques préventives ont pour objectif d'identifier les obstacles à leur insertion, ce qui implique de prêter une attention particulière à la demande de travail. En revanche, les politiques curatives visent à développer une offre de travail qui soit plus adéquate, en tenant compte des attentes et des recommandations issues des différentes sphères de la société. Ainsi, « le juste équilibre entre ces politiques préventives et



curatives dépend largement du contexte national, ce qui signifie qu'il revient à chaque pays d'adapter ses actions en fonction de ses besoins spécifiques » (Godfrey, 2003).

Par conséquent, il n'est pas possible de proposer une feuille de route commune ou un modèle idéal pour l'emploi des jeunes dans toute la région de l'Afrique subsaharienne, car chaque pays doit tenir compte de ses particularités et de ses défis uniques.

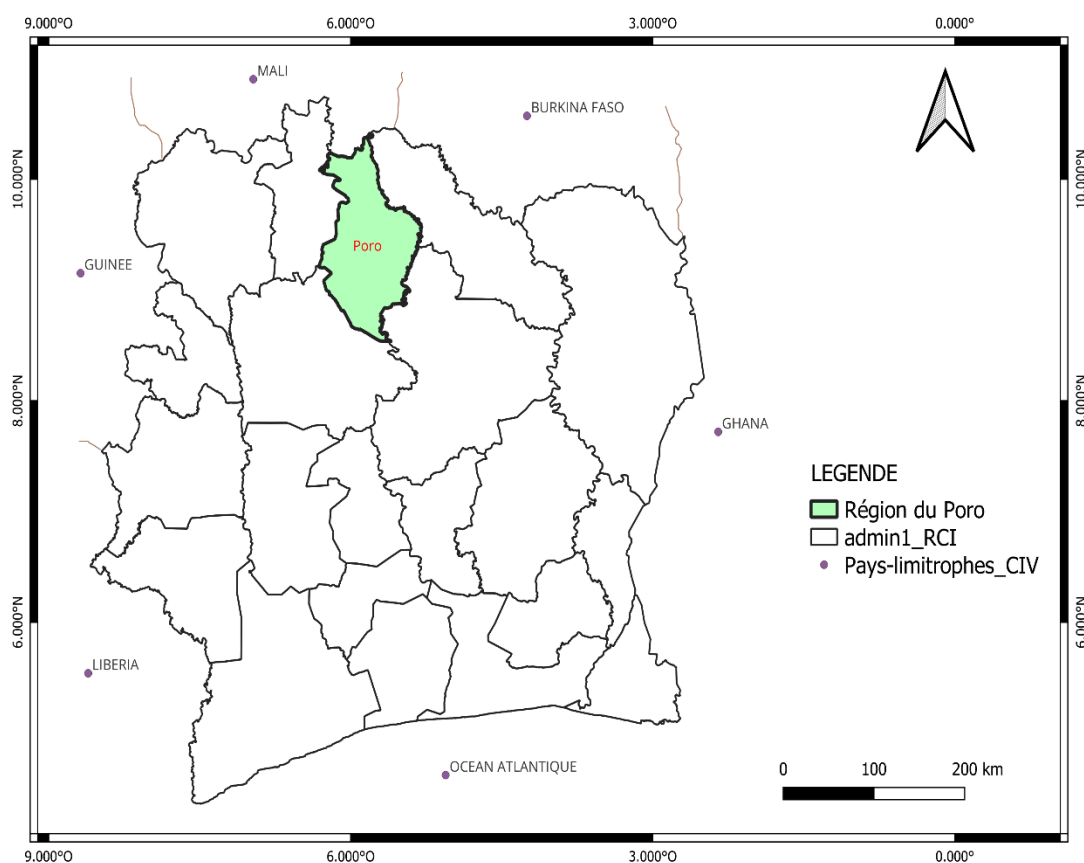


## CHAPITRE 2 : MÉTHODOLOGIE

### 2.1. Présentation de la zone de l'étude

#### 2.1.1. Emplacement de la région du Poro

La région du Poro se trouve entre les parallèles 8°26 et 10°27 de latitude Nord et 5°17 et 6°19 de longitude Ouest. Elle est bordée au Nord par la région du Tchologo et la République du Mali ; au Sud par la région du Hambol ; à l'Ouest par les régions de la Bagoué et du Béré, et à l'Est par la région du Tchologo. Cette région fait partie des 31 régions de la République de Côte d'Ivoire. Elle s'étend sur une surface de 13 400 km<sup>2</sup>. Avec Korhogo comme chef-lieu, la région du Poro inclut quatre (04) départements (Dikodougou, Korhogo, MBengué et Sinématiali), vingt-sept (27) sous-préfectures, onze (11) communes et environ mille (1000) villages.



**Figure 4 :** Carte de la région du Poro



### 2.1.2. Conditions climatiques

La région du Poro fait partie du climat tropical de type soudano-sahélien, dont le changement des saisons est influencé par le mouvement de la Zone de Convergence Intertropicale. Le climat de la région du Poro se distingue par deux saisons différentes :

- Une saison sèche de novembre à avril
- Une saison des pluies, d'avril à octobre, durant laquelle il y a beaucoup de pluie et fréquemment (plus de 1000 mm par mois), surtout de juillet à septembre.

### 2.1.3. Mesures des pluies

En général, la période des pluies se déroule d'avril à octobre. Avec le retrait de la Zone Intertropicale, les pluies cessent de manière assez brusque et, aux vents de la mousson du Sud-Ouest, se remplace l'harmattan du Nord-Est, chaud et sec, qui atteint son maximum vers les mois de février-mars. Avec le problème de réchauffement de la planète observé ces dernières années, on remarque une grande perturbation des saisons météorologiques. Les calendriers de culture sont donc difficiles à gérer et cela affecte négativement la production agricole.

### 2.1.4. Topographie

Le terrain de la région du Poro se compose de plusieurs collines et de plaines avec beaucoup de plateaux dont les hauteurs vont de 300 à 400 mètres. Ce paysage est interrompu par des bosses de cuirasses latéritiques et de montagnes séparées, ainsi que des chaînes de montagnes granitiques dont le point le plus élevé est le Mont Gnambelgué (Mont Korhogo) qui mesure 603 mètres ; situé près du village de Waraniéné. Le relief, qui est en partie accidenté, provient de formations rocheuses très anciennes, comme les granites et les schistes. Il se caractérise, entre autres, par : ▪ des plateaux légèrement ondulés de 300 à 400 mètres d'altitude, avec des pentes généralement douces. De plus, il y a souvent des buttes à sommets plats, avec une altitude moins élevée qui se transforment en véritables plateaux ; des collines aux parois lisses et abruptes ; des vallées larges dans les zones granitiques et plus étroites dans les zones schisteuses. Cette topographie rend certains travaux difficiles à certains endroits, notamment la création de routes rurales ; ce qui complique l'évacuation des produits agricoles. Cependant, la





présence de nombreux thalwegs aide à encourager la pratique et le développement de la culture du riz dans les bas-fonds et des cultures hors saison.

### 2.1.5. Environnement socio-économique de la région du Poro

La population de la région du Poro est évaluée à 911 169 personnes. La région du Poro est l'une des 31 régions administratives de Côte d'Ivoire. S'étendant sur une superficie de 13 400 km<sup>2</sup>, avec une population de 718 944 personnes (RGPH, 2014), cette région inclut les départements de Korhogo, qui est le chef-lieu de la zone, de Dikodougou, de M'bengué et de Sinématiali. Tous ces départements sont de grands producteurs de noix de cajou

### 2.1.6. Caractéristiques de la population de la région du Poro

La population de la région du Poro n'est pas répartie uniformément selon le genre et les groupes d'âge. Le peuple Sénoufo se compose d'environ cinquante sous-groupes. Les habitants sénoufos originaux de la région sont les Fodonon, cependant, on trouve aussi dans certaines régions proches les Nanfara ou Nanfambélé, ainsi que les Tiembara dans les zones de Napié et Tioniaradougou.

### 2.1.7. Gestion des terres

La terre est le principal élément de production et la question sur les terrains devient de plus en plus importante. En effet, dans un contexte de croissance rapide de la population, de pression sur les terrains, et de diminution des ressources de production, la terre se transforme, dans une économie surtout agricole comme c'est le cas en Côte d'Ivoire, en un élément clé dans le développement socioéconomique du pays. Ce problème est si vrai que les disputes sur les terrains causent de plus en plus de confrontations.

### 2.1.8. Enjeux fonciers significatifs et leurs origines

Les grands problèmes liés à la terre viennent de l'augmentation de la population. La croissance de la population dans le Poro est d'environ 2,7% par an et cette population est majoritairement rurale. Chaque année, il est nécessaire d'établir de nouveaux travailleurs



agricoles qui ont atteint l'âge adulte ou qui ont choisi de revenir à la terre après d'autres expériences. Cela entraîne des conflits liés à la terre de toutes sortes : ceux qui résultent des changements dans l'organisation sociale et les conflits traditionnels entre agriculteurs et éleveurs.

## 2.2. Méthodologie et processus d'analyse

### 2.2.1. Dispositifs d'enquêtes

#### 2.2.1.1. Échantillonnage et réalisation de l'enquête

Le choix des cinq villages (Kanoroba, Lataha, Kagbolodougou, Boron et Koni) pour cette étude s'est basé sur plusieurs critères significatifs afin d'assurer une représentation diversifiée des jeunes de la région du Poro. Tout d'abord, nous avons pris en compte des éléments géographiques pour inclure des villages dans diverses zones, ce qui permet d'avoir une vue d'ensemble des réalités socio-économiques variées. De plus, des facteurs comme la taille de la population, l'accès aux ressources et la fréquence d'activités économiques spécifiques ont également été analysés. Ces aspects sont cruciaux pour garantir que les résultats de l'étude reflètent vraiment la situation des jeunes dans différents contextes ruraux. Une fois les villages choisis, nous avons utilisé une méthode d'échantillonnage aléatoire stratifié pour sélectionner les personnes à interroger. Le taux de participation a été évalué à 10 % par site, ce qui permet d'assurer une représentation adéquate des jeunes de chaque localité. L'échantillon a été constitué en s'assurant d'interroger 10 % des jeunes de chaque village sélectionné. Il est important de mentionner que, dans notre enquête, nous avons exclu les personnes âgées (60 ans et plus) et les jeunes enfants (moins de 18 ans). Cette décision vient de l'objectif principal de notre étude, qui est de récolter des données spécifiquement représentatives des jeunes. Inclure des groupes d'âge non ciblés pourrait nuire à la validité des résultats et à l'importance des conclusions. Pour ma part, j'ai réalisé cent entretiens, en adoptant une approche rigoureuse et systématique. Chaque entretien a été organisé pour maximiser la profondeur des informations recueillies, en commençant par une introduction sur l'objectif de l'enquête, suivie de questions sur le parcours biographique et professionnel. Le processus s'est terminé par une session de questions ouvertes, permettant de recueillir des réflexions et des perceptions des participants sur leurs parcours et aspirations professionnelles.



Dans cette enquête, un biais potentiel réside dans le fait que nous avons interrogé uniquement des individus qui étaient installés en zone rurale au moment de l'enquête. Les jeunes ayant migré définitivement vers un milieu urbain ou une autre zone rurale n'ont pas pu faire partie de notre échantillon, ce qui pourrait influencer la portée des résultats, notamment en ce qui concerne les modalités d'insertion. L'engagement dans cette enquête reflète ma volonté de contribuer à une compréhension approfondie des défis et des opportunités auxquels font face les jeunes en milieu rural. Cette expérience a enrichi mes compétences en recherche et m'a également permis de développer une meilleure compréhension des réalités socio-économiques de la région du Poro. Au total, 500 personnes ont été enquêtées, avec environ 100 personnes interrogées par village. Sur chaque site d'étude, les enquêtes ont été menées par cinq enquêteurs, formés à l'utilisation du questionnaire et parlant les langues locales. Pour garantir une disponibilité adéquate des personnes enquêtées, les enquêtes ont été réalisées hors de la période de culture.

#### 2.2.1.2. Élaboration, évaluation et perfectionnement du questionnaire biographique

Pour concevoir le questionnaire biographique, nous nous sommes inspirés de plusieurs modèles éprouvés en milieu rural, notamment ceux développés par Pierre Girard dans sa thèse de 2020 sur l'insertion socio-économique des jeunes ruraux, qui servent de révélateurs du changement structurel en Afrique subsaharienne. Sur chaque site d'étude, le questionnaire a d'abord été testé auprès de quelques participants afin d'ajuster les formulations et garantir leur pertinence aux contextes culturels et sociaux locaux.

Ce processus de vérification a permis de confirmer le contenu, de garantir la clarté des questions posées et de faire les modifications nécessaires. Toutes les questions jugées inadaptées ou délicates ont été changées, tandis que celles considérées comme inutiles ou répétitives ont été enlevées. De plus, la séquence des questions a été réexaminée pour assurer une progression logique et naturelle, aidant à la compréhension des participants et leurs réponses. Entre les périodes de collecte dans différentes zones rurales, nous avons également apporté des modifications structurelles au questionnaire afin de mieux capter les mobilités des individus enquêtés. Nous avons ajouté des détails pour clarifier le moment de la transmission de l'exploitation agricole familiale. Par exemple, dans certaines zones rurales, il est courant que



le fils aîné prenne la gestion de l'exploitation familiale lorsque les parents ne peuvent plus travailler, même si le père garde un pouvoir de décision.

Dans d'autres cas, les membres de la famille disposent d'une parcelle individuelle que le chef de famille leur a octroyée, avec des variations quant à la redistribution des produits de cette parcelle entre le père et ses enfants. Ainsi, ces diverses éventualités ont été minutieusement prises en compte dans l'enquête, contribuant à une meilleure compréhension des dynamiques d'insertion professionnelle des jeunes.

## 2.2.2. Traitements de données

### 2.2.2.1. Analyse du taux d'insertion des jeunes ruraux par genre (hommes/femmes) dans les villages de la région du Poro.

Les enquêtes de terrain ont été menées auprès de jeunes âgés de 18 à 35 ans dans cinq villages de la région du Poro (Kanoroba, Lataha, Kagbolodougou, Boron, Koni). L'objectif était de synthétiser les informations collectées en fonction de l'âge, concernant le niveau d'éducation, le type d'emploi et le mode d'accès à l'emploi dans les enquêtes biographiques de chaque village échantillonné. À partir de ces données, nous avons représenté le taux de jeunes insérés et non insérés selon le genre (homme/femme). Par la suite, une analyse des différents modes d'accès à l'emploi a été effectuée, mettant en lumière les diverses voies par lesquelles les jeunes peuvent obtenir un emploi dans chaque localité. Les données collectées ont été analysées avec le soutien d'un Doctorant statisticien de l'université NANGUI ex Abobo Adjamé dans le cadre du projet financé par l'agence emploi jeune de côte d'ivoire. L'objectifs principale était de savoir les raisons qui entravent l'insertion professionnelles des jeunes en milieu rural. Cette entité a joué un rôle crucial dans le traitement et l'interprétation des données, apportant une expertise technique indispensable pour garantir l'exactitude et la rigueur des conclusions.

Nous avons utilisé logiciel Excel de la suite office 2020 pour effectuer des analyses descriptives, permettant d'explorer les relations entre les variables et de synthétiser les résultats concernant l'insertion professionnelle des jeunes.

Mon rôle dans cette étude a inclus plusieurs étapes importantes, de la création de l'enquête à la collecte des informations, en passant par l'analyse finale. J'ai dirigé les actions



d'échantillonnage et surveillé le travail des enquêteurs pour m'assurer que chaque étape suivait les procédures prévues. Une attention particulière a été accordée à la formation des équipes sur le terrain pour assurer une collecte d'informations uniforme et de bonne qualité.

La collecte des données a été réalisée sur une période de trois mois, ce qui a permis d'adopter une approche exhaustive et approfondie. Cette durée a été cruciale pour recueillir des données pertinentes, assurant que nous puissions toucher un éventail représentatif des jeunes de la région du Poro.



Tableau I : Échantillonnage par zone géographique

	Kanoroba	Lataha	Kagbolodougou	Boron	Koni
Nombre de personnes enquêtées	100	100	100	100	100
Nombre de biographiques collectes	65 hommes	75 hommes	68 hommes	55 hommes	50 hommes
	35 femmes	25 femmes	32 femmes	45 femmes	50 femmes
Travailleur familial (activités agricoles)	35 hommes	39 hommes	41 hommes	25 hommes	28 hommes
	20 femmes	9 femmes	15 femmes	15 femmes	18 femmes
Membre de coopérative de producteurs	23 hommes	18 hommes	21 hommes	16 hommes	24 hommes
	9 femmes	4 femmes	8 femmes	10 femmes	11 femmes
Salarié	10 hommes	15 hommes	9 hommes	13 hommes	7 hommes
	6 femmes	6 femmes	4 femmes	8 femmes	3 femmes
Autres activités	20 hommes	21 hommes	18 hommes	17 hommes	15 hommes
	9 femmes	10 femmes	13 femmes	22 femmes	29 femmes



## CHAPITRE 3 : RÉSULTATS ET DISCUSSION

### 3.1. Résultats

#### 3.1.1. Programmes actifs du marché du travail

L'insertion professionnelle des jeunes en milieu rural, particulièrement dans la région du Poro en Côte d'Ivoire, présente des défis considérables dus à des facteurs structurels et socio-économiques. Selon les résultats de notre enquête, il est évident que les jeunes de cette région font face à une précarité croissante sur le marché du travail, exacerbée par un accès limité aux opportunités et aux ressources nécessaires pour réussir leur insertion professionnelle.

Tout d'abord, l'économie rurale du Poro est caractérisée par une faible diversification des activités économiques. En effet, la majorité des jeunes interrogés (70 %) déclare dépendre principalement de l'agriculture et de l'élevage, qui sont souvent sujets à des aléas climatiques et à des fluctuations de marché. De plus, un accès restreint aux compétences techniques et aux formations professionnelles adaptées aggrave leur situation. Environ 65 % des jeunes participants à l'enquête n'ont pas eu accès à des formations pertinentes, limitant ainsi leurs capacités à répondre aux exigences d'un marché du travail en constante évolution.

Dans ce contexte, il est nécessaire de renforcer les programmes actifs du marché du travail (PAMT) pour qu'ils répondent mieux aux besoins des jeunes en milieu rural. Les résultats de l'enquête montrent que des actions spécifiques, comme le programme THIMO (Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre), pourraient avoir un impact significatif. Même si ce programme a donné des résultats encourageants en ville, il est important de l'ajuster aux besoins des zones rurales. En fait, 80 % des jeunes interrogés pensent que des programmes similaires, qui incluent des formations pratiques et des stages en milieu rural, seraient utiles pour leur capacité à trouver un emploi et leur croissance personnelle.

En plus, l'enquête montre qu'une attention spéciale doit être donnée à la question des différences entre les sexes. Les jeunes femmes, surtout, font face à des défis supplémentaires pour trouver un emploi. Près de 75 % des jeunes femmes interrogées ont rapporté des inégalités dans l'accès aux formations et aux emplois. Donc, une méthode axée sur l'inclusion des femmes, notamment celles qui sont les plus exposées, pourrait non seulement améliorer leur situation économique et sociale, mais aussi renforcer l'économie locale dans son ensemble.

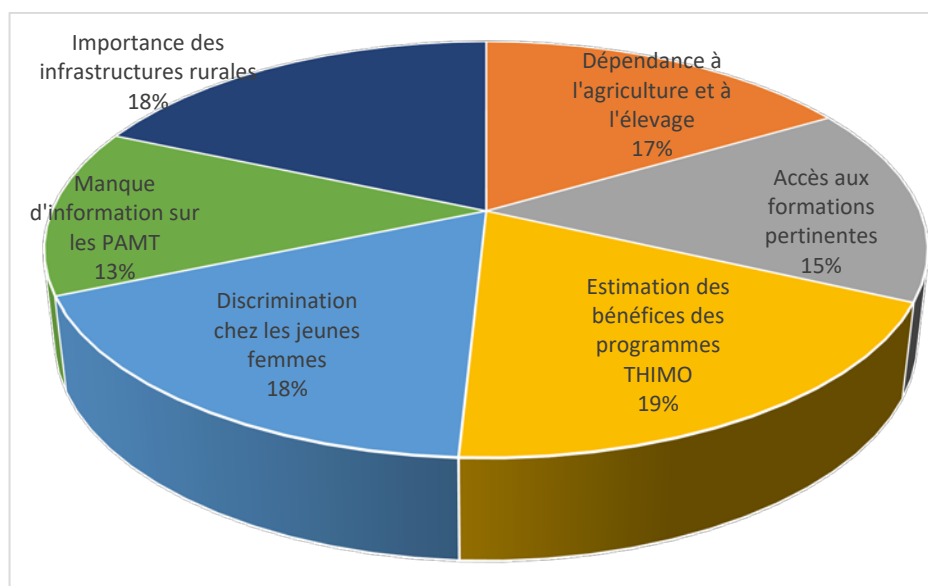


En conséquence, le recentrage des PAMT pour favoriser la création d'initiatives spécifiquement dédiées aux jeunes femmes pourrait s'avérer efficace.

Par ailleurs, il est essentiel d'améliorer la sensibilisation concernant les opportunités offertes par les PAMT. Selon les résultats, 55 % des jeunes ne sont pas informés des programmes disponibles, ce qui limite leur participation. En menant des campagnes de sensibilisation ciblées, en collaboration avec des acteurs locaux tels que les ONG et les collectivités territoriales, il serait possible d'augmenter la visibilité de ces programmes et d'encourager davantage de jeunes à y participer.

Enfin, le progrès des infrastructures rurales semble être un enjeu important pour encourager les activités économiques et aider à l'insertion professionnelle. L'étude a montré que la majorité des jeunes désirent des améliorations dans les infrastructures pour accéder aux marchés, comme les routes et les systèmes d'irrigation. Près de 78 % des personnes interrogées pensent que des investissements dans ces infrastructures aideraient à la création d'emplois et rendraient les zones rurales plus attractives pour les jeunes.

En conclusion, les résultats de cette enquête mettent en lumière la nécessité d'adapter et de renforcer les PAMT en milieu rural, en tenant compte des spécificités du Poro. En intégrant des formations adéquates, en ciblant les femmes et les populations vulnérables.



**Figure 5 :** Etat des lieux de l'employabilité des jeunes dans la région du Poro





### 3.1.2. Obstacles institutionnels à l'insertion professionnelle des jeunes en Côte d'Ivoire

Les politiques mises en place par presque tous les pays africains se divisent en deux catégories : d'une part, des politiques visant l'emploi qui se mélangent avec des politiques de développement économique supposées générer des emplois et, d'autre part, des politiques éducatives et de formation professionnelle parfois. Ces politiques concernent des efforts assez temporaires en raison d'un manque d'analyse approfondie des réalités dans nos régions (Sandra Barlet & Rohen d'Aiglepierre, 2014). Alors que l'emploi se trouve souvent au centre des choix politiques. Les plans appliqués pour faire face à ce problème se sont pour la plupart résumés à la création de programmes sectoriels de formation professionnelle, à la génération d'emplois par des projets d'infrastructures à forte intensité de travail (temporaires) et à la promotion de l'auto-emploi. La situation défavorisée des jeunes sur le marché du travail est due en partie à la faiblesse du dispositif de formation et des services publics d'emplois (SPE).

En premier lieu, on note l'insuffisance des budgets alloués aux programmes de formation des jeunes, au renforcement des capacités des structures de formation aussi bien en termes d'infrastructures que de compétences, la faiblesse du partenariat public-privé dans la formation et l'insertion des jeunes, l'incapacité d'anticipation des besoins en compétences futures aussi bien au niveau de l'État que du secteur privé, l'exclusion de l'entrepreneuriat dans les programmes de formation, etc.

En second lieu, les états africains n'accompagnent quasiment pas jeunes demandeurs d'emploi et ceux porteurs de projets. On note une insuffisance des dispositifs et programmes d'insertion et d'emploi des jeunes. L'accompagnement et les mécanismes de financement sont relativement inadaptés au niveau de l'auto-emploi dans un environnement des affaires défavorable.

En troisième lieu, la faiblesse de la culture évaluative des programmes mis en œuvre par les SPE (Pertinence et efficacité opérationnelle des PAMT, pérennité des emplois à fort impact socioéconomique) ajoutée à la forte dépendance des PAMT aux financements extérieurs est entre autres une des lacunes des dispositifs d'insertion. Ces Programmes ont pris une place croissante depuis 2012 sous différentes formes (travaux à haute intensité de main d'œuvre, appui à l'auto-emploi, modules de formation professionnelle, intensification de l'intermédiation sur le marché du travail, etc.). Malheureusement, ces mesures ne sont pas suffisamment documentées. Il n'existe pas de revue annuelle qui nous permettrait d'en appréhender

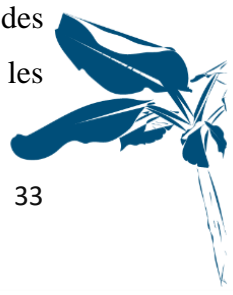


l'importance quantitative, la répartition dans l'espace, le ciblage et l'évolution, et par là même de se faire une idée de son impact quantitatif sur le marché du travail des jeunes. Les enquêtes emploi n'abordent pas non plus la question des dispositifs en faveur de l'emploi des jeunes. Un instrument de la politique de l'emploi qui apparaît toutefois dans les enquêtes emploi concerne l'importance des SPE dans l'intermédiation. L'enquête emploi de 2013 indique que moins de 3% des jeunes de 14 à 24 ans ont recours au SPE dans leur recherche d'emploi. Le pourcentage est plus important pour le groupe d'âge des 25-35 ans, environ 7 %. La plus grande partie des jeunes font appel à leurs relations personnelles dans leur recherche d'emploi (85,8 % en 2016). Les agences privées de placement sont deux fois plus sollicitées que les SPE pour les 14-24 ans. Le rôle minime des SPE dans l'intermédiation n'est pas propre à la Côte d'Ivoire.

En dernier lieu, il y a un chevauchement des missions et des activités des structures étatiques en charge de l'insertion des jeunes. Il s'agit des structures suivantes :

- De la Direction de l'Autonomisation, de l'Emploi des Jeunes et la Coopération (DAEJC) ;
- De l'Agence Emploi Jeunes (AEJ) ;
- De l'Agence Nationale de la Formation Professionnelle (AGEFOP) ;
- Du Bureau de Coordination des Programmes Emploi (BCP-Emploi) ;
- Du Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP) ;
- De l'Institut Ivoirien de l'Entreprise (INIE) ;
- De la Plate-Forme de Services (PFS).

Formellement, chaque entité a une mission spécifique qui est complémentaire à celle des autres structures. C'est ainsi que la mission de la DAEJC (Direction de l'Autonomisation, de l'Emploi des Jeunes et la Coopération) est d'initier, de contrôler et d'évaluer la stratégie de l'insertion des jeunes. La mise en œuvre de cette stratégie revient à l'AEJ (Agence Emploi Jeune). Le BCPE (Bureau de Coordination des Programmes Emploi) assure la gestion fiduciaire des fonds extérieurs bilatéraux et multilatéraux dédiés aux projets d'aide à l'emploi en Côte d'Ivoire ainsi que la coordination opérationnelle des activités qui en découlent. En ce qui concerne l'AGEFOP et le FDFP, ils leur incombent respectivement l'ingénierie de formation et le financement de la formation professionnelle. Quant à l'Institut Ivoirien de l'Entreprise (INIE), sa vocation est de promouvoir la culture de l'entrepreneuriat et faciliter l'insertion des jeunes dans le tissu économique par la création d'entreprises viables. La Plateforme de Services a pour mission de développer les capacités organisationnelles des territoires et piloter des projets d'insertion des jeunes dans le cadre du développement local. Cependant, bien que les



missions de ces structures étatiques aient été définies, on observe par endroit des chevauchements dans la mise en œuvre des politiques d'emploi des jeunes. On note par exemple que la modification du statut et des missions de la PFS a engendré des chevauchements. En effet, initialement conçue comme une convention entre l'AGEPE, l'AGEFOP, le FDFP et le FNS en vue d'harmoniser et de coordonner leurs activités, la PFS est devenue par arrêté n° 882/Min.Int/Cab du 16 septembre 2009, une Association qui déroule des activités relatives au développement de l'employabilité des jeunes. Dans cette optique, elle met en œuvre des programmes de développement des compétences (formations, stages) et d'appui à l'emploi indépendant. Les mêmes programmes sont aussi exécutés par l'Agence Emploi Jeunes (formation qualifiante, stage, emploi indépendant) et l'AGEFOP (formation qualifiante, stage, mise en activité). Une clarification des missions des structures avec en perspective une meilleure synergie dans les interventions est nécessaire.

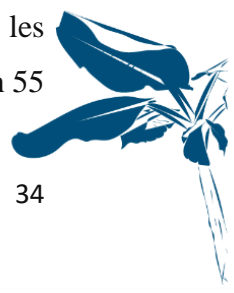
### 3.1.3. Problèmes de formation des jeunes dans la région du Poro

La question de l'insertion professionnelle des jeunes dans la région du Poro est profondément liée à un manque de qualification adéquate. Ce défi se manifeste par un taux de scolarisation relativement faible, atteignant seulement 45 % chez les jeunes en général, mais tombant à 35 % pour les jeunes filles. Ces chiffres révèlent que de nombreuses jeunes filles sont confrontées à des obstacles d'accès à l'éducation pour divers motifs socio-économiques et culturels. En effet, 60 % des familles privilégient généralement l'éducation des garçons, contribuant ainsi à l'aggravation des inégalités de genre.

Bien que l'enseignement secondaire soit en développement dans cette région, l'absence d'une formation professionnelle adaptée constitue un frein majeur à l'insertion des jeunes sur le marché du travail. Actuellement, la région du Poro ne dispose que de 15 établissements de formation professionnelle sur les 243 établissements totaux en Côte d'Ivoire, soit seulement 6 % des structures de formation professionnelle. Ce manque de structures spécialisées entraîne une lacune dans la formation des jeunes, qui ne reçoivent pas les compétences pratiques nécessaires pour répondre aux exigences d'un marché du travail en constante évolution.

Par ailleurs, même lorsque des opportunités de formation existent, elles ne sont pas toujours alignées avec les besoins des employeurs.

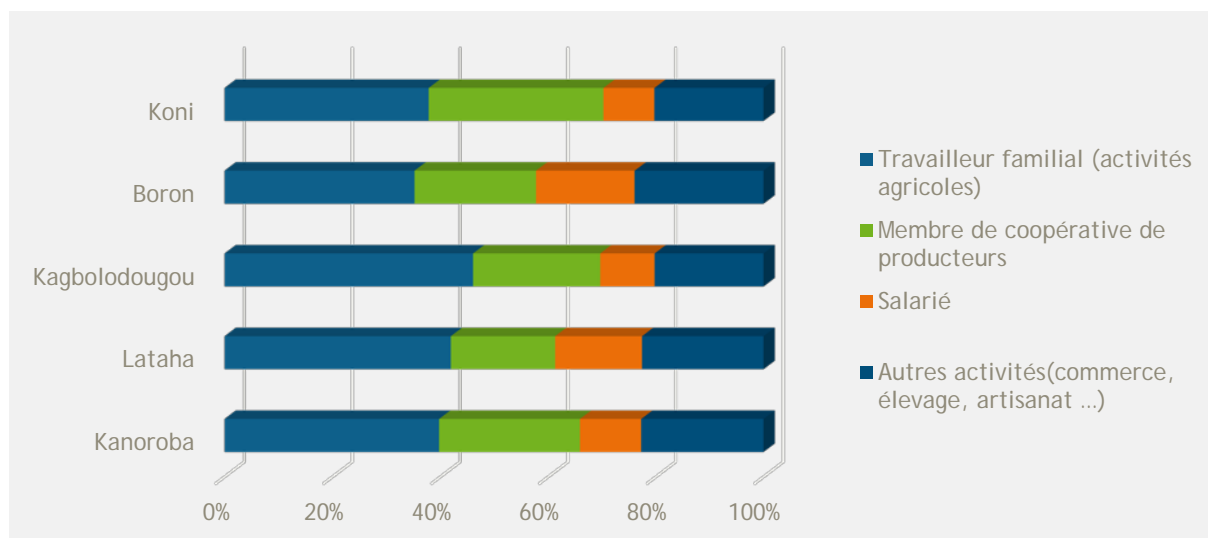
Le manque de sensibilisation et d'information sur les débouchés professionnels et les opportunités de formation contribue également à maintenir cette situation précaire. Environ 55



% des jeunes interrogés ne connaissent pas les possibilités de formation qui s'offrent à eux, notamment en matière d'apprentissage et de stages, ce qui les empêche de se projeter dans des carrières professionnelles viables.

### 3.1.4. Répartition des personnes enquêtées selon le genre et leur statut de formalité de l'activité

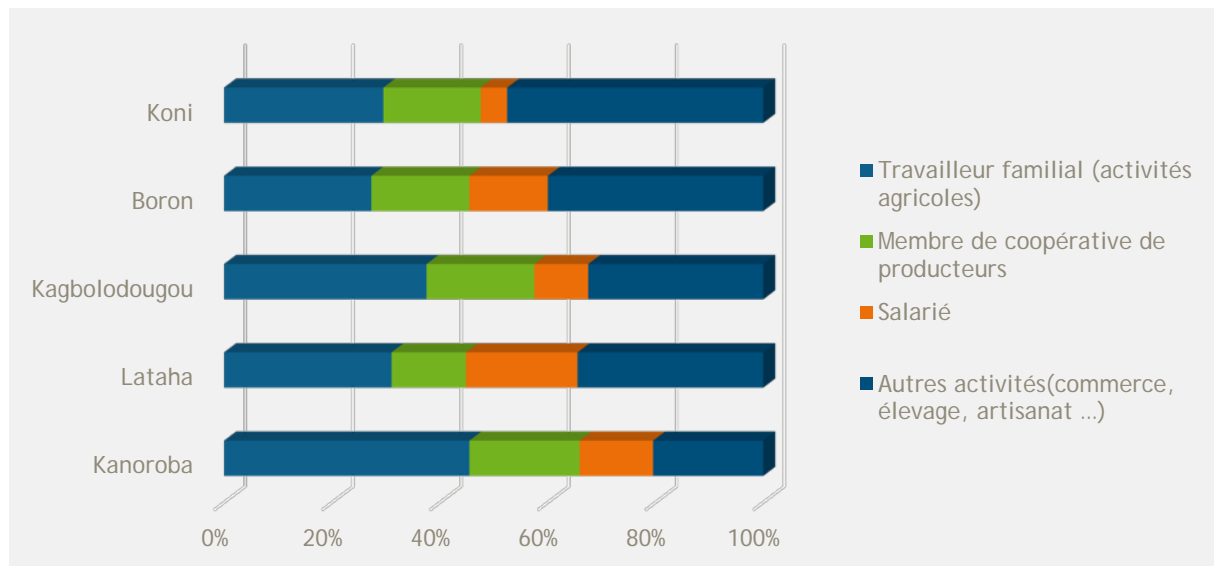
La **Figure 6** montre la répartition des jeunes hommes actifs selon le statut et la formalité de leurs activités. Dans l'ensemble des villages enquêtés on remarque une proportion importante des jeunes pratiquant les activités agricoles familiales par rapport aux salariés et ceux exerçant dans d'autres secteurs d'activité (commerce, élevage, artisanat...).



**Figure 6 :** Répartition des jeunes hommes actifs occupés selon le statut et la formalité de l'activité

Chez les jeunes femmes, les résultats nous montrent également une faible proportion de salariées comparativement à celles qui exercent dans d'autres domaines d'activités. De plus, nous remarquons une forte proportion de femmes pratiquant d'autres types d'activité au détriment des activités agricoles familiales dans les villages de Koni, Boron et Lataha. Quant au village de Kagbolodougou, la proportion des femmes qui pratiquent les activités agricoles familiales est presque identique à celle des femmes qui pratiquent d'autres activités. Enfin dans le village de Kanoroba, la proportion de femmes exerçant les activités agricoles familiales est plus importante que celle des salariées ainsi que d'autres activités (**Figure 7**).





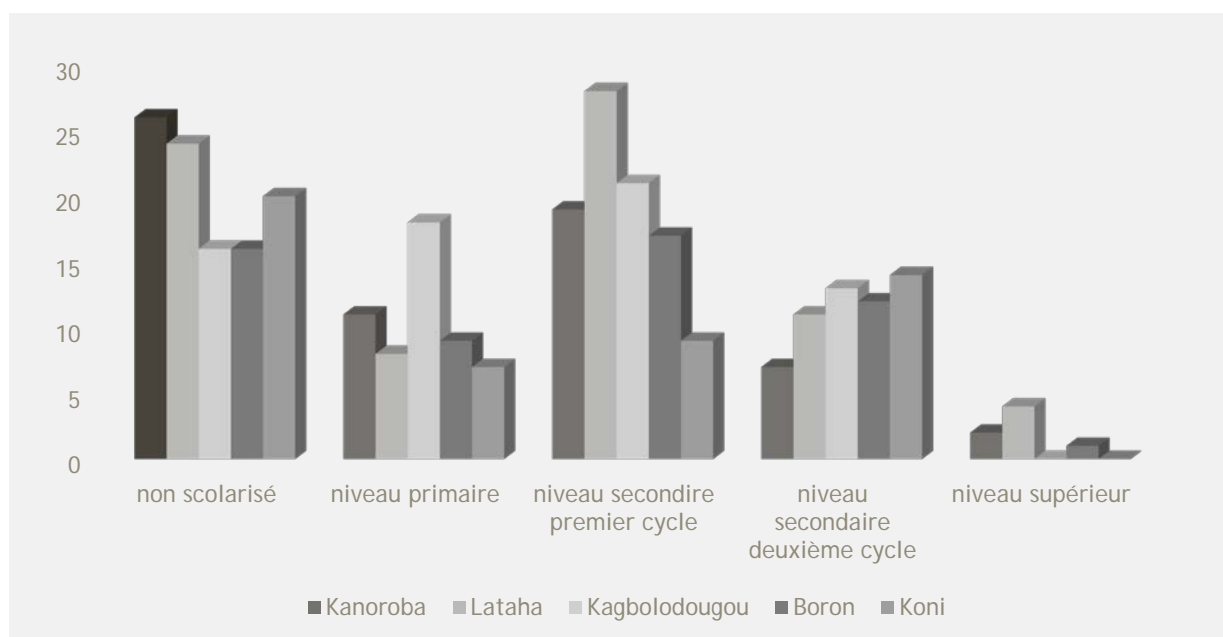
**Figure 7 :** Répartition des jeunes femmes actives occupées selon le statut et la formalité de l'activité

### 3.1.5. Niveau de scolarisation des jeunes des villages enquêtés

Sur la **Figure 8** présentant le niveau d'étude des jeunes hommes enquêtés, nous observons une proportion importante de jeunes hommes non scolarisés par rapport à ceux ayant un niveau d'éducation sauf dans le village de Kagbolodougou où nous remarquons un nombre important de jeunes ayant un niveau secondaire premier cycle.

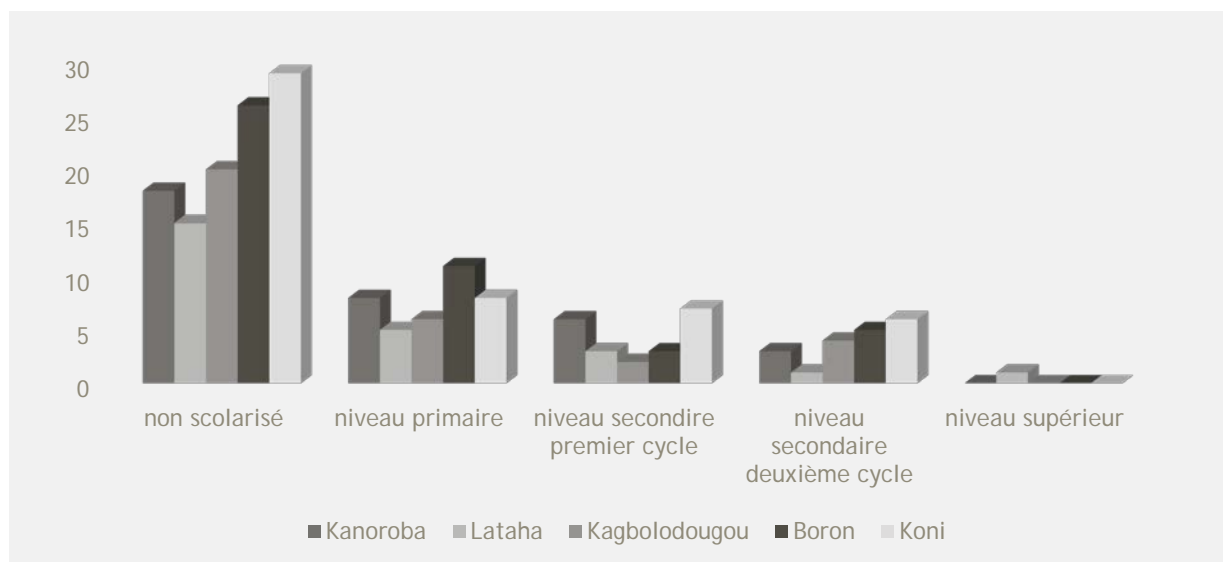
Au niveau de chaque village, nous observons un très faible nombre de jeunes ayant atteint le niveau supérieur. Cependant, ce même nombre est élevé à Lataha par rapport aux autres villages et même nul à Kagbolodougou et Koni.





**Figure 8** : Niveau d'étude des jeunes hommes interrogés dans chaque village

Chez les jeunes femmes, le nombre de personnes non scolarisées est également important au niveau de chaque village (**Figure 9**). Le nombre de personnes ayant une formation primaire est presque identique à ceux ayant un niveau secondaire (secondaire premier et secondaire deuxième cycle)

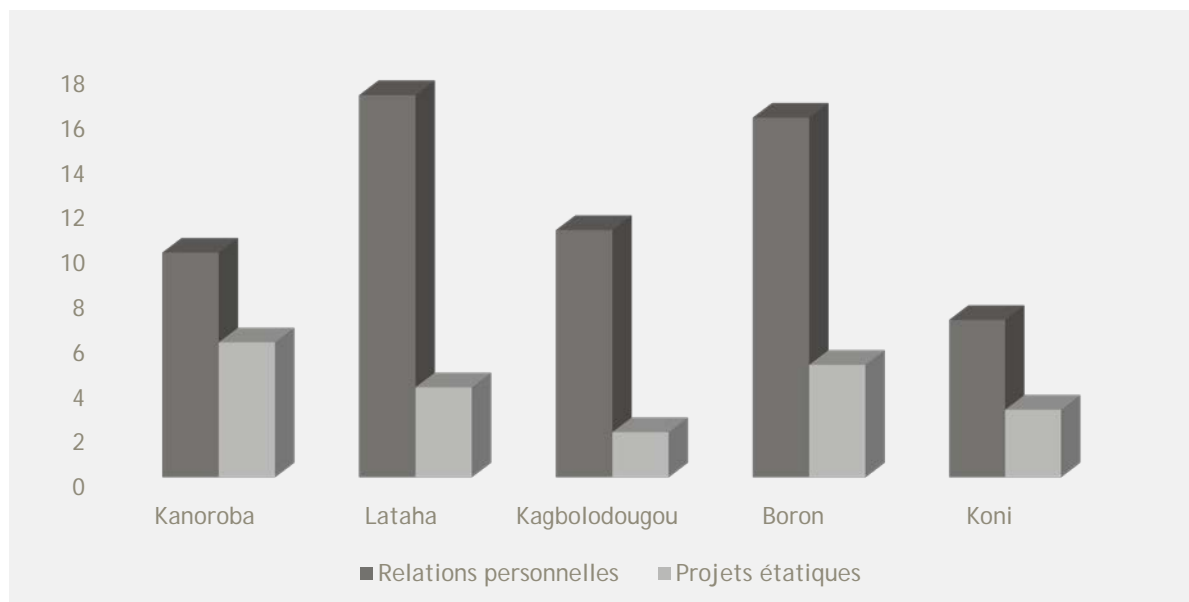


**Figure 9** : Niveau d'étude des jeunes femmes interrogées dans chaque village



### 3.1.6. Accès au travail des jeunes ruraux de la région du Poro

Sur la **Figure 10** présentant le mode d'accès au travail dans les villages enquêtés, nous constatons que la quasi-totalité des jeunes (hommes/femmes) acquiert du travail par leurs relations personnelles.



**Figure 10** : Mode d'accès au travail salarial des personnes interrogées dans chaque village

## 3.2. Discussion

La proportion importante de jeunes s'engageant dans des activités agricoles familiales dans les zones rurales du Poro s'explique par un manque criant de formation et de qualification. Ce phénomène oblige de nombreux jeunes à exploiter les parcelles familiales pour pratiquer une agriculture de subsistance, contribuant ainsi à leur engagement précoce dans l'économie familiale. Selon Sumberg et al. (2012), en Afrique subsaharienne, bon nombre de jeunes ruraux n'ont d'autre choix que de composer avec l'activité agricole pour acquérir une forme d'indépendance économique, caractéristique de l'âge adulte. En effet, environ 70 % des jeunes dans la région participent à des activités agricoles familiales, ce qui témoigne de la prédominance de l'agriculture comme source de subsistance.

Les études récentes menées par la Banque mondiale et l'AFD (2014) montrent que 65 % des personnes qui n'achèvent pas l'école primaire se retrouvent dans l'agriculture ou le secteur informel. Ce constat illustre que le niveau de qualification et le type de compétences acquises



par les jeunes déterminent largement leurs opportunités d'emploi et les revenus auxquels ils peuvent prétendre. Un exemple frappant provient d'un jeune nommé Ibrahim, originaire de la localité de Kanoroba, qui, après avoir abandonné l'école à la fin de l'école primaire, s'est retrouvé à travailler dans les champs de sa famille sans aucune formation formelle. Ibrahim a exprimé que, sans éducation, il ne pouvait accéder qu'à des emplois d'ouvrier agricole, sans perspectives d'amélioration de sa situation.

Les jeunes qui ont fréquenté l'école primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire se dirigent souvent vers des emplois non agricoles. Par exemple, Nognimin une jeune fille de Lataha, a réussi à trouver un emploi dans une petite boutique après avoir terminé le premier cycle, mais celui-ci lui offre un salaire minime. Ceux qui ont un niveau d'éducation plus élevé, comme le lycée ou l'université, ont plus de chances de rejoindre le marché du travail actuel. En réalité, le manque de formation professionnelle et d'écoles secondaires appropriées représente un grand obstacle : les études montrent qu'une grande partie des jeunes dans les villages n'ont pas accès à des institutions qui pourraient les préparer à différents emplois. Cependant, les plans établis en Afrique subsaharienne se focalisent principalement sur l'agriculture, négligeant les actions liées aux métiers non agricoles et aux conditions de vie en milieu rural. Dans le village de Boron, les jeunes ont fait part de leur mécontentement concernant le manque d'initiatives pour acquérir des compétences dans le domaine des services ou de l'artisanat, qui pourraient leur donner la possibilité de diversifier leurs revenus. Cela suggère une vision étroite des opportunités d'emploi, qui ne tient pas compte de la diversité des parcours professionnels accessibles aux jeunes.

Par conséquent, le manque d'initiatives entrepreneuriales locales limite les possibilités de création d'emplois pour les jeunes. En effet, moins de 20 % des jeunes interrogés envisagent de fonder leur propre entreprise, en raison de la rareté des ressources, du financement et de la formation adéquate. Dans ce contexte, un groupe de jeunes entrepreneurs de la localité de Lataha a tenté de lancer un projet de culture de légumes dans des espaces communs, mais ils ont rapidement rencontré des difficultés en raison de l'absence de soutien gouvernemental, ce qui témoigne des défis structurels auxquels ils font face.

Les zones rurales sont souvent confrontées à une pénurie d'entreprises et à l'absence d'industries, restreignant ainsi les opportunités d'emplois formels et durables. Ce constat explique le faible nombre de travailleurs dans les villages étudiés, où seulement une petite partie des jeunes, moins de 10 %, réussit à obtenir un emploi salarié officiel. La plupart d'entre eux, ne réussissant pas à lancer leur propre entreprise, se dirigent vers d'autres options comme

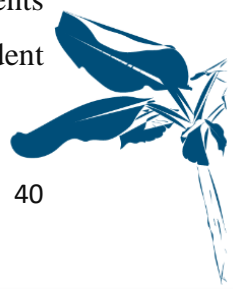




l'agriculture, le commerce non officiel ou l'artisanat pour répondre à leurs besoins. Ceux qui ne suivent pas ce modèle agricole se retrouvent éloignés des systèmes de développement économique, ce qui provoque un départ des talents et une migration vers les villes à la recherche de meilleures chances. Concernant la production agricole, les femmes forment une force de travail importante. En plus des tâches des hommes comme le labour et le buttage, elles s'occupent de tâches fondamentales telles que le semis, le sarclage et la récolte. Lors d'entretiens, des agricultrices locales ont mentionné que 75 % des activités liées à la culture du riz de bas-fonds sont effectuées par des femmes, qui cultivent aussi des champs privés pour ajouter à le revenu familial. Ces initiatives, souvent réalisées en dehors des heures de travail dans les champs communs, illustrent particulièrement leur engagement envers leur famille et leur recherche d'une indépendance économique. Les produits issus de ces champs privés sont souvent destinés à la commercialisation, apportant un soutien significatif à l'économie familiale et renforçant la position des femmes dans les décisions économiques locales.

Cependant, malgré leur contribution significative, ces femmes font face à de nombreux défis. L'accès aux ressources, comme la terre et l'argent, leur est souvent restreint, ce qui limite leur capacité à faire croître leurs activités agricoles et commerciales. De plus, il y a des préjugés sociaux qui diminuent leur reconnaissance dans les activités économiques, les mettant en situation de dépendance par rapport aux hommes de la famille. Un exemple concret vient de Fatou, une jeune agricultrice de la région de Koni, qui cultive ses propres champs mais a du mal à vendre ses produits à cause du manque de soutien institutionnel et d'accès aux marchés. Dans les villages analysés, la part de jeunes qui ne sont pas scolarisés est très élevée, dépassant 60 % du total, tandis que le nombre de jeunes ayant obtenu un niveau supérieur est très faible. Cette situation s'explique par un accès limité aux écoles et un faible taux de scolarisation, surtout chez les jeunes filles, qui n'atteint que 30 % dans certains cas. Des éléments culturels et économiques, comme les croyances traditionnelles sur le rôle des femmes et le prix de l'éducation, empêchent les familles d'investir dans l'éducation, surtout pour les jeunes filles. De nombreux jeunes choisissent également d'émigrer vers les centres urbains à la recherche de meilleures opportunités, ce qui entraîne une raréfaction de la population instruite dans les zones rurales.

Enfin, la nécessité de partenariats entre le secteur éducatif, les entreprises et les collectivités locales est cruciale pour aborder ces problématiques. Au cours des enquêtes, beaucoup de jeunes ont exprimé le désir d'une collaboration plus étroite entre les établissements éducatifs et les entreprises locales pour garantir que les programmes de formation répondent



aux besoins du marché. Par exemple, dans un projet initié à Korhogo, un partenariat entre une ONG locale et des lycées a permis de développer des programmes de formation professionnelle qui ont conduit à la création de stages pour les étudiants, augmentant ainsi leur employabilité.

En somme, pour surmonter les problèmes de formation et d'emploi des jeunes dans la région du Poro, une approche systémique est nécessaire. Cela implique des réformes dans l'éducation, un engagement en faveur de l'égalité des chances, une meilleure information sur les opportunités, et des partenariats stratégiques avec les acteurs économiques locaux. En tenant compte des réalités locales et en renforçant les capacités des jeunes, il est possible de créer un environnement favorable à l'entrepreneuriat et à l'amélioration des conditions de vie des jeunes dans la région, contribuant ainsi à un développement économique durable et inclusif.



## CHAPITRE 4. CONTRAINTES, LIMITES, PERSPECTIVES DE RECHERCHE ET LES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE

### 4.1. Contraintes, Limites et les Perspectives De Recherche De L'étude

Au cours de notre étude, nous avons rencontré plusieurs contraintes logistiques et méthodologiques. L'accès limité à certaines zones rurales en raison de conditions climatiques défavorables a entravé la collecte de données. Pendant la saison des pluies, certains villages devenaient quasi inaccessibles, restreignant notre capacité à obtenir un échantillon représentatif des jeunes de ces régions. Cet aspect souligne un obstacle plus large que rencontrent les chercheurs en milieu rural, où les infrastructures sont souvent faibles. Ces problèmes d'accès peuvent également réduire la visibilité des enjeux auxquels les jeunes font face, rendant plus difficile la mise en place de politiques adaptées. Le manque de participants lors de certaines sessions d'enquête a aussi été un gros obstacle. Les jeunes peuvent être pris à cause de leurs responsabilités dans l'agriculture ou d'autres travaux économiques. Cela questionne la disponibilité des jeunes pour participer à la recherche et peut déformer l'image des réalités économiques et des aspirations professionnelles.

En outre, dans de nombreuses communautés rurales, certains jeunes migrent saisonnièrement vers des zones urbaines à la recherche de meilleures opportunités, ce qui complique davantage l'évaluation des dynamiques d'insertion professionnelle, écartant des jeunes ayant des expériences de travail significatives. Étant occupé dans un emploi à Abidjan, j'ai dû utiliser des façons de collecter des données à distance, notamment par des appels téléphoniques. Bien que cela m'ait permis de toucher plus de jeunes, ces échanges ont des limites. Ils compliquent l'établissement d'un lien de confiance, qui est crucial pour aborder des sujets sensibles. De plus, la nature délicate des questions de travail, comme les salaires et les conditions de travail, peut influencer la disponibilité et l'envie des jeunes à partager leurs réelles préoccupations. Les implications émotionnelles de ces thèmes peuvent également introduire des biais dans les réponses.

Il est crucial de reconnaître que notre étude présente des limites méthodologiques. Bien que 500 jeunes aient été interrogés, cette taille d'échantillon ne garantit pas une représentation complète de la diversité des expériences vécues par tous les jeunes dans la région. De plus, les participants sont souvent ceux qui étaient disponibles au moment de l'enquête, laissant de côté des jeunes en situation de pauvreté ou en migration économique, ce qui crée un biais potentiel.



À la suite de ces observations, de nouvelles directions de recherche sont indispensables. Les études à venir devraient élargir leur champ d'action pour englober toutes les régions rurales du Nord de la Côte d'Ivoire, augmenter le nombre de participants par région et prendre en compte le taux d'émigration. Il serait aussi pertinent d'examiner les motivations derrière cette mobilité, qu'elles soient économiques, éducatives ou liées à la quête d'opportunités de développement. Enfin, il est essentiel d'analyser les aspects culturels et sociaux qui influencent l'insertion professionnelle. Les attentes sociétales concernant les rôles de genre peuvent affecter les opportunités d'insertion, de même que les perceptions de la valeur de l'éducation et de la formation professionnelle. Ces éléments culturels peuvent modérer les ambitions des jeunes et leur intérêt pour des voies professionnelles jugées non traditionnelles.

## 4.2. Les Recommandations de l'étude

### 4-2-1 Recommandations pour l'Insertion Professionnelle des Jeunes en Milieu Rural dans la région Poro pour un avenir durable.

Pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes dans la région du Poro, il est crucial de mettre en œuvre des actions stratégiques visant à créer des emplois et à renforcer les capacités des jeunes agriculteurs. Tout d'abord, en ce qui concerne la création d'emplois en amont et en aval de l'agriculture, il est essentiel d'encourager la formation de coopératives agricoles permettant la transformation locale de cultures telles que la mangue, le coton et l'anacarde. Par exemple, créer une coopérative pour transformer la mangue en produits finis, comme des jus ou des confitures, pourrait non seulement créer des emplois, mais aussi augmenter la valeur des produits locaux. De plus, le soutien à la culture du coton et de l'anacarde doit être amélioré par des programmes de formation qui expliquent les meilleures pratiques de culture et de récolte. Par conséquent, des ateliers pratiques sur la récolte et le traitement de l'anacarde par exemple pourraient aider les jeunes à tirer le meilleur parti de cette culture rentable. Ensuite, il est pertinent de soutenir le développement des petites et moyennes entreprises (PME).

À cet égard, l'accès au financement est crucial pour le succès des initiatives agricoles. Ainsi, mettre en place des fonds d'innovation pour soutenir des projets d'entreprise agricole serait bénéfique. Par exemple, des microcrédits à taux réduit pourraient être offerts aux jeunes entrepreneurs souhaitant développer des activités dans le maraîchage, leur permettant ainsi de



financer l'achat de semences et d'équipements nécessaires. Par ailleurs, il est important de stimuler la diversification en encourageant la création d'entreprises dans la transformation de produits animaux, telles que la production de charcuterie à partir du porc ou des produits laitiers. Dans cette optique, des formations ciblées sur ces domaines peuvent permettre aux jeunes de développer de nouvelles sources de revenus. En outre, la formation professionnelle adaptée est une priorité. Pour cela, établir plusieurs centres de formation spécialisés proposant des programmes sur la gestion d'exploitation agricole, le maraîchage, et les techniques d'élevage (ovins, bovins, porcins, aviculture, apiculture etc.) est essentiel. Par exemple, offrir des cours sur l'agriculture durable et les méthodes d'irrigation qui correspondent aux besoins locaux assure une formation utile. De plus, donner des sessions de formation ciblées sur l'élevage de moutons, de porcs et de volailles, qui sont les types de produits animaux les plus consommés par les gens dans le nord de la Côte d'Ivoire, en collaboration avec des experts locaux, garantira la qualité des informations fournies. En outre, il est essentiel d'améliorer les infrastructures. Dans ce sens, investir dans les moyens de transport pour accéder facilement aux marchés, notamment à Bouaké ou Korhogo, est nécessaire. Cela pourrait inclure la création de chemins et de routes pour faciliter le transport des produits agricoles et l'accès à des services fondamentaux. De plus, favoriser l'accès à l'électricité et à internet dans les zones rurales aidera les jeunes à obtenir des informations sur le marché, à utiliser des outils de gestion modernes et à profiter de formations en ligne.

Enfin, il est important de réaliser des campagnes d'information et d'apprentissage. Dans ce sens, démarrer des actions de sensibilisation sur les métiers dans l'agriculture en mettant en valeur des exemples de réussite locaux peut avoir un effet positif. Par exemple, planifier des journées découvertes dans des fermes où les jeunes peuvent explorer les vraies opportunités serait utile. En outre, offrir des séances de formation sur les compétences en affaires et en entrepreneuriat, apprenant aux jeunes à créer et à diriger une entreprise dans le domaine agricole, est aussi crucial. En ce qui concerne le renforcement des partenariats, encourager la collaboration entre les acteurs locaux gouvernements, ONG, entreprises privées et établissements éducatifs permettra de favoriser un cadre propice aux initiatives d'insertion professionnelle.

Pour illustrer, un partenariat entre des universités agricoles et des entreprises locales facilitera l'accès à des ressources éducatives et à des stages pour les jeunes. Finalement, développer un système de suivi et d'évaluation permettra de mesurer l'impact des programmes



mis en place et de définir des indicateurs, tels que le taux d'emploi des jeunes dans le secteur agricole et la satisfaction des participants aux formations.

En intégrant ces recommandations spécifiques à la réalité diversifiée du Poro et de ses activités agricoles, il sera possible d'améliorer de manière significative l'insertion professionnelle des jeunes, favorisant ainsi leur développement économique, social, et la durabilité des communautés rurales.

#### 4-2-2 Recommandations stratégiques vers une Formation Agricole efficace pour le renforcement du Réseau FAR dans la région du PORO.

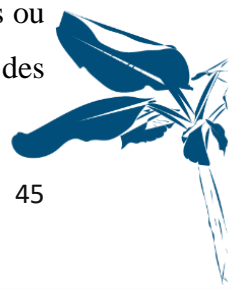
La contribution de cette étude au réseau de la formation agricole et rurale dans la région du Poro, au Nord de la Côte d'Ivoire, peut être significative sous plusieurs aspects. Tout d'abord, elle permet d'identifier les besoins en formation en évaluant les compétences requises pour l'insertion professionnelle des jeunes. En mettant en lumière les lacunes en compétences techniques et professionnelles, l'étude fournit des données précieuses qui orientent les contenus de formation proposés par les institutions agricoles.

À cet égard, les résultats de l'enquête peuvent contribuer à la conception de programmes de formation qui répondent spécifiquement aux besoins du marché du travail rural, notamment en ce qui concerne la gestion d'exploitation agricole, les techniques de culture des principales cultures locales comme le coton et l'anacarde, ainsi que l'élevage d'ovins et de porcins.

De plus, l'étude favorise le renforcement des collaborations entre les différents acteurs locaux. En encourageant les partenariats entre les instituts de formation, les entreprises agricoles et les coopératives, elle ouvre la voie à des initiatives conjointes telles que des stages pratiques destinés aux jeunes. Cela garantit que les formations soient en phase avec les exigences du terrain.

En outre, l'établissement de réseaux d'apprentissage reliant les jeunes agriculteurs aux formateurs et aux experts en agriculture facilite l'échange de connaissances et d'expériences, renforçant ainsi le tissu économique local.

Par ailleurs, cette recherche soutient l'entrepreneuriat en milieu rural en motivant les jeunes à considérer l'auto-emploi comme une option réaliste. En soulignant les possibilités de créer des entreprises dans l'agriculture, notamment à travers la transformation des produits agricoles ou le jardinage, elle pousse les jeunes à se lancer dans des projets d'entrepreneuriat. De plus, des



cours de formation sur la gestion d'entreprise et les stratégies commerciales doivent être ajoutés, offrant aux jeunes les ressources nécessaires pour fonder et administrer efficacement leurs entreprises.

De plus, l'accent mis sur l'adoption de pratiques agricoles durables est crucial dans le contexte actuel. L'étude souligne l'importance de sensibiliser les jeunes aux techniques agricoles innovantes qui non seulement augmentent la productivité, mais préservent également l'environnement.

Ainsi, en valorisant les carrières dans le secteur agricole à travers des campagnes de sensibilisation, elle contribue à changer la perception de l'agriculture, la positionnant comme un domaine d'avenir prometteur et respectueux de l'environnement. Enfin, l'établissement d'un cadre pour le suivi et l'évaluation des programmes de formation constitue un aspect essentiel de cette étude.

En définissant des indicateurs de succès basés sur les résultats de l'enquête, il sera possible de suivre l'impact des formations sur l'insertion professionnelle des jeunes à long terme. En résumé, cette étude enrichit le réseau de la formation agricole et rurale en identifiant les besoins en formation, en renforçant les collaborations entre les acteurs, en promouvant l'entrepreneuriat rural, en facilitant l'adoption de pratiques durables, et en fournissant un cadre d'évaluation des programmes.

Ainsi, ces efforts combinés peuvent considérablement améliorer l'insertion professionnelle des jeunes dans la région du Poro et, par conséquent, contribuer au développement économique local.





## CONCLUSION

L'insertion professionnelle des jeunes en milieu rural dans la région du Poro revêt d'importants enjeux qui méritent une attention particulière. Premièrement, la création d'opportunités d'emploi est essentielle pour répondre aux besoins croissants d'une jeunesse dynamique. En parallèle, le renforcement des compétences est tout aussi crucial ; il garantit que les jeunes soient suffisamment préparés pour naviguer efficacement dans un marché du travail en constante évolution. Ainsi, l'accès aux ressources, tant matérielles que financières, constitue un maillon fondamental pour le développement de l'entrepreneuriat et des initiatives économiques.

De plus, les perspectives d'insertion professionnelle reposent sur le développement de programmes spécifiques qui favorisent l'entrepreneuriat local. À cet égard, l'évaluation et l'adaptation de la formation agricole aux besoins du marché sont primordiales. En intégrant des formations axées sur les compétences spécialement recherchées par les employeurs, notamment dans les domaines de la gestion des exploitations agricoles, des techniques de culture durable et de la transformation des produits, nous pouvons renforcer l'employabilité des jeunes tout en stimulant leur créativité et leur capacité d'innovation. En plus, la création d'infrastructures appropriées est essentielle pour aider à la croissance économique de la région. Des infrastructures fiables, comme des routes en bon état, l'accès à de l'eau potable et de l'électricité, ainsi que la connectivité, sont cruciales pour l'attractivité et la durabilité des projets professionnels des jeunes agriculteurs. Enfin, il est très important de mettre en place des politiques coordonnées, favorisant une coopération active entre les divers participants, que ce soit le gouvernement, des organisations non gouvernementales ou le secteur privé. Cela permettra non seulement de surmonter les défis actuels, mais également de créer un environnement propice à l'épanouissement professionnel des jeunes ruraux.

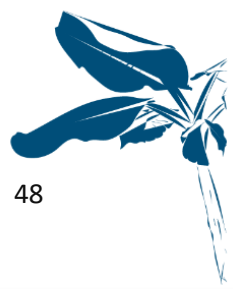
En particulier, en liant précisément la formation agricole aux besoins du marché, nous pourrons doter les jeunes des compétences nécessaires pour saisir les opportunités disponibles dans le secteur. Ainsi, en unissant nos efforts pour répondre aux besoins spécifiques de cette population, nous pourrons contribuer au dynamisme économique et social de la région du Poro, garantissant un avenir meilleur pour les générations à venir.



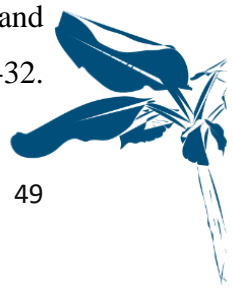


## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AfDB, OECD, UNDP, 2015. African Economic Outlook 2015: Regional Development and Spatial
- AfDB, OECD Development Centre, UNDP and UNECA (2012). African Economic Outlook 2012. [Available online: <http://www.africaneconomicoutlook.org/>]
- AfDB, OECD, UNDP, 2015. African Economic Outlook 2015: Regional Development and Spatial Inclusion. Paris, OECD Publishing.
- Afrique contemporaine, 2005. Les Jeunes ruraux [<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2005-2-page-15.htm>]
- ASCAD. Études sur l'Emploi Informel en Afrique.
- Benoit Coquard, 2015. **Que sait-on des jeunes ruraux ?** [[http://www.injep.fr/IMG/pdf/Rural\\_coquard\\_DEF.pdf](http://www.injep.fr/IMG/pdf/Rural_coquard_DEF.pdf)]
- Bordes V., 2007. Prendre place dans la cité. Jeunes et politiques municipales. Paris : L'Harmattan, 182 p.
- Bordigoni M., Demazière D., Mansuy M., 1994. "L'insertion professionnelle à l'épreuve de la "jeunesse". Points de vue sur les recherches françaises", Network
- Bruno Losch, 2013. **Changement structurel et emploi en Afrique Etat des lieux et enjeux de développement** [<http://www.nepad.org/sites/default/files/3f%20emploi%20en%20Afrique%20theme%2003%20papier%20cirad%20Fr.pdf>]
- Canning. D, S. Raja, A.S. Yazbeck (2015), « La Transition démographique de L'Afrique : Dividende Ou Catastrophe ? ».
- Comaroff, J. (2021). The Wealth of Ethno-Nations: Notes on the Identity Economy. *Revue européenne des migrations internationales*, 37, 31-55. <https://doi.org/10.4000/remi.19004>
- Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation (1994)
- ENEJ. (2019). Enquête Nationale sur l'Emploi des Jeunes.



- Filmer D. et L. Fox (2014). L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne, Forum pour le Développement de l'Afrique, publication conjointe AFD et Banque mondiale, Washington, D.C.
- Fox, L., Senbet, L. W., Simbanegavi, W., 2016. Youth Employment in Sub-Saharan Africa: Challenges, Constraints and Opportunities. *Journal of African Economies*. Vol. 25, No. AERC Supplement 1, pp
- Fox, L., Senbet, L. W., Simbanegavi, W., 2016. Youth Employment in Sub-Saharan Africa: Challenges, Constraints and Opportunities. *Journal of African Economies*. Vol. 25, No. AERC Supplement 1, pp. i3-i15.
- Godfrey-Smith, P. (2003). *Theory and Reality: An Introduction to the Philosophy of Science*. The University of Chicago Press, Chicago. <https://doi.org/10.7208/chicago/9780226300610.001.0001>
- Jellab Aziz, 1996. L'insertion sociale comme préalable à l'insertion professionnelle : le cas des jeunes 16-25 ans fréquentant la Mission locale. In: *L'Homme et la société*,. Les équivoques de la laïcité. pp. 97-109
- Losch, B., 2012a. Agriculture and transition in a globalized world, In Pierre Jacquet, Rajendra K. Pachauri, Laurence Tubiana (dir.), *Development, the environment and food: Towards agricultural change ?* New Delhi, TERI, pp. 61-72.
- Losch, B., 2012b. *Agriculture: the key to the employment challenge*, Perspective Development Strategies, Montpellier, CIRAD.
- Losch, B., 2016. A structural transformation to boost youth labour demand in sub-Saharan Africa: The role of agriculture, rural areas and territorial development, Working Paper n°204, Geneva, ILO.
- Losch, B., Freguin-Gresh, S., White, E. T., 2012. *Structural Transformation and Rural Change Revisited: Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World*. Washington DC, Paris, World Bank, AFD.
- Losch, B., Freguin-Gresh, S., White, E. T., 2012. *Structural Transformation and Rural Change Revisited: Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World*. Washington DC, Paris, World Bank, AFD.
- McMillan, M., Rodrik, D., Verduzco-Gallo, Í., 2014. Globalization, Structural Change, and Productivity Growth, with an Update on Africa. *World Development*. Vol. 63, pp. 11-32.



- Mercandalli, S., 2015. Migrations et recompositions des stratégies socio-économiques des familles rurales au Mozambique : une lecture institutionnelle des circulations contemporaines. *Mondes en développement*. Vol. 172, No. 4, pp. 33-52.
- Mercandalli, S., Losch, B., Belebema, M. N., Bélières, J.-F., Bourgeois, R., Dinbabo, M. F., FréguinGresh, S., Mensah, S., Nshimbi, C., 2019. Rural migration in sub-Saharan Africa: Patterns, drivers and relation to structural transformation. Rome, Montpellier, FAO, CIRAD.
- Ministère de la Communication et de l'Économie Numérique. Rapport sur l'Accès à la Technologie en Milieu Rural.
- OIT. (2021). État des Lieux de la Jeunesse en Côte d'Ivoire.
- Pierre G., 2020. L'insertion socio-économique des jeunes ruraux comme révélateur du changement structurel en Afrique subsaharienne : la trajectoire rurale revisitée. Economies et finances. Université Montpellier, France, 284 p.
- PNUD. (2020). Rapport sur l'Emploi des Jeunes en Côte d'Ivoire.
- PNUD, 2012. **Perspectives économiques en Afrique 2012 : Emploi des Jeunes** [[http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/thematique/youth\\_employment/](http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/thematique/youth_employment/)]
- Richez J-C., 2012. Rapport : Cinq contributions autour de la question de la participation des jeunes, Document de travail, INJEP, Paris, mars.
- Rodrik, D., 2009. *One Economics, Many Recipes Globalization, Institutions, and Economic Growth*. Princeton NJ, Princeton University Press.
- Rodrik, D., 2009. *One Economics, Many Recipes Globalization, Institutions, and Economic Growth*. Princeton NJ, Princeton University Press. Rodrik, D., 2016a. An African Growth Miracle? *Journal of African Economies*. Vol. 27, No. 1, pp. 10- 27. Rodrik, D., 2016b. Premature deindustrialization. *Journal of Economic Growth*. Vol. 21, No. 1, pp. 1- 33.
- Rodrik, D., 2016a. An African Growth Miracle? *Journal of African Economies*. Vol. 27, No. 1, pp. 10- 27.
- Rodrik, D., 2016b. Premature deindustrialization. *Journal of Economic Growth*. Vol. 21, No. 1, pp. 1- 33.
- Sumberg, J., Hunt, S., 2019. Are African rural youth innovative? Claims, evidence and implications. *Journal of Rural Studies*. Vol. 69, pp. 130-136.



**ANNEXE****GUIDE D'ENTRETIEN**

1. Quel âge avez-vous ?
2. Genre Masculin ou féminin
3. Quel est votre niveau d'étude ?
4. Quelle est votre qualification ?
5. Où habitez-vous ?
6. Vivez-vous en famille ?
7. D'où vous est venue l'idée de faire ce travail ?
8. Qui vous a aidé à pouvoir faire ce travail ?
9. Comment vous a-t-il aidé ?
10. Les membres de votre famille vous ont-ils aidé à insérer ce métier ?
11. En quoi consiste ce travail ?
12. Comment avez-vous appris à exercer ce travail ?
13. Comment faites-vous pour surmonter les difficultés liées à ce travail ?
14. Qui sont vos clients ?
15. Quels sont les principaux défis que vous rencontrez dans votre travail ?
16. Quelle est la situation du marché du travail dans votre domaine d'activité ?
17. Quelles sont vos revenus mensuels ?
18. Quelles compétences considérez-vous comme essentielles pour réussir dans ce métier ?
19. Avez-vous suivi des formations spécifiques pour améliorer vos compétences ? Si oui, lesquelles ?
20. Quelles opportunités de formation aimeriez-vous voir mises en place pour les jeunes dans votre secteur ?
21. Pensez-vous que les politiques gouvernementales soutiennent suffisamment l'insertion des jeunes dans le marché du travail ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
22. Comment évaluez-vous votre niveau de satisfaction professionnelle dans votre travail actuel ?
23. Quels conseils donneriez-vous à d'autres jeunes qui souhaitent s'engager dans ce secteur ?
24. Avez-vous des projets futurs liés à votre carrière ? Si oui, pouvez-vous les décrire ?
25. En quoi pensez-vous que votre travail contribue au développement de votre communauté ?
26. Quels réseaux ou organisations vous ont aidé dans votre parcours professionnel ?
27. Quelle est votre perception du soutien offert par les organisations locales ou internationales pour l'insertion des jeunes ?

